

ANARCHISTES, PAS REPUBLICAINS ... DES ANARCHISTES ESPAGNOLS EN RESISTANCE

TOME 2 : QUAND DES MIGRANTS ET DES PARIAS TENAIENT LE MAQUIS DANS LE CANTAL

Longtemps, la mythologie de la Libération, entretenue par le Pouvoir (tant Gaulliste que communiste) voulut que les français se soient engagés massivement dans la Résistance et que la France se soit quasiment libérée elle-même. Or la Résistance fut avant tout le fait de « marginaux », dont de nombreux étrangers réfugiés. Leur rôle dans la libération de la France passa aux oubliettes de la mémoire.

Depuis quelques années, on redécouvre que près de 30 000 espagnols prirent part, d'une façon ou d'une autre aux combats contre l'occupant nazi. Mais de nouveau, l'Histoire est prise en otage de considérations politiques et partisans : ces espagnols sont décrits comme « républicains », alors qu'en fait nombre d'entre eux étaient anarchistes et révolutionnaires.

Cette brochure essaie de remettre les pendules à l'heure, en rappelant qui furent ces femmes et ces hommes, anarchistes de conviction et d'action, et dont la vie fut placée sous le signe de la Résistance dès 1936 avec la Révolution espagnole et se prolongea bien après la Libération de la France avec la lutte contre le Franquisme.



*Le chantier du
barrage de l'Aigle,
France Illustration,
27 octobre 1945*

ÉDITIONS



ANARCHISTES, PAS REPUBLICAINS ... DES ANARCHISTES ESPAGNOLS EN RESISTANCE

TOME 2 : QUAND DES MIGRANTS ET DES PARIAS TENAIENT LE MAQUIS DANS LE CANTAL



*Groupe des Travailleurs Etrangers du Barrage de l'Aigle,
maquis anarchiste espagnol*

ÉDITIONS



Pour recevoir gratuitement r un exemplaire de notre journal, *Anarchosyndicalisme !*,
écrivez à CNT-AIT ; 7, Rue Saint-Rémésy, 31000 Toulouse
On peut aussi s'abonner : 10€ / An, soutien 20€ eplus, chèque à l'ordre de CDES

Autres coordonnées: Tel: 05 61 52 86 48
Courriel: contact@cntaittoulouse.lautre.net
Site Web: www.cntaittoulouse.lautre.net / www.cnt-ait-.info
Facebook : @cnt.ait.toulouse / @ chats.noirs.turbulents

Quelques autres adresses de contacts :

Paris-banlieue : contact@cnt-ait.info
La Rochelle : cnt17@cnt-ait.info
Tarn-et-Garonne, Tarn, Lot, Quercy : montauban@cnt-ait.info
Landes : interco.landes@free.fr
Ariège : contacter contact@cntaittoulouse.lautre.net
Bretagne : initiative.redon@cnt-ait.info
Allier : initiative.03@cnt-ait.info

Pour nous rencontrer, pour préparer la Révolution, si vous avez un problème lié à votre emploi ou pour vous tenir au courant des luttes en cours, notre local – 7 rue St Rémésy, Toulouse, près de la Place des Carmes - est ouvert au public pour une permanence tous les samedis de 17:00 à 19:00

Vous pouvez également nous retrouver lors de tables de presse tous les dimanches aux allées Jules Guesdes de 10:30 à 11:30 et au marché de Saint-Aubin de 12:00 à 13:00.

A Montauban également avec les tables de presse, le samedi, 10h30 à 12h, au marché du Jardin des plantes.

D'autres brochures sont disponibles sur <http://brochures.cnt-ait.info>.

Il est possibilité de les obtenir en version papier, contactez-nous par mail ou par courrier.

Elles sont également disponibles au local,
lors des permanences ou lors des tables de presse

COLLECTION LIBRE-PENSEE

- BLASPHEME ! CES ANARCHISTES NE RESPECTENT DONC RIEN !
Tome 1 : de Ravachol à Mila, FOUT L' BON DIEU DANS LA MERDE !
Tome 2 : En Asie non plus !

COLLECTION ACTUELLE

- GILETS JAUNES, UN AN DE MOUVEMENT
- GREVE DES LOYERS : ACTION DIRECTE CONTRE LA VIE CHERE ET POUR UN LOGEMENT DIGNE
Tome 1 : La propriété, c'est le vol » : L'exploitation locative et ses conséquences, de la Commune de Paris à la Grève Révolutionnaire des Locataires du Mexique de 1922
Tome 2 : des grèves insurrectionnelles de locataires en Espagne dans les années 30 à la grève du loyer Covid 19, en passant par l'autonomie italienne et les foyers Sonacotra
- QUELQUES REFLEXIONS SUR LA REVOLTE DES BANLIEUES DE L'AUTOMNE 2005

COLLECTION ECOLOGIE

- OGM : POUR OU CONTRE ?
- 21 SEPTEMBRE 2001, TOULOUSE, AZF : UNE JOURNEE SOUS LA TERREUR

COLLECTION REFLEXION(S)

- MARX ET L'ANARCHISME (R. ROCKER), SUIVI DU FASCISME ROUGE (VOLINE)
- PRESTIGE DE LA TERREUR (GEORGES HENEIN)

COLLECTION SYNDICALISME

- LES ELECTIONS PROFESSIONNELLES CONTRE LE SYNDICALISME
- L'IMPASSE DE LA CHARTES D'AMIENS

COLLECTION SANS FRONTIERES

- ALGERIE : 2001 – 2019, INSURRECTIONS POUR LA LIBERTE ET LA DIGNITE
- EQUATEUR, OCTOBRE 2019 : ERUPTION POPULAIRE DANS LA « TERRE DU MILIEU »
- La FORA (Fédération Régionale Ouvrière d'Argentine) : organisation ouvrière anarchiste
- De l'Internationale à l'AIT (Association Internationale des Travailleurs)

ANARCHISTES, PAS REPUBLICAINS ... DES ANARCHISTES ESPAGNOLS EN RESISTANCE

TOME 2 : QUAND DES MIGRANTS ET DES PARIAS TENAIENT LE MAQUIS DANS LE CANTAL

Table des matières

Le Barrage de l'Aigle, creuset de la réorganisation de la CNT-AIT espagnole.....	1
Les espagnols du Chantier de l'Aigle ne partiront pas à l'organisation TODT.....	4
La réorganisation de la Confédération commence dans un village du Cantal.....	7
COMMISSION LOCALE DU BARRAGE DE L 'AIGLE - CIRCULAIRE N ° 2.....	10
La police française et la Gestapo bernés par des ouvriers et des parias..	18
Les relations avec les communistes.....	21
Les relations avec la Résistance Française.....	23
La Résistance, une culture avant d'être un engagement.....	25
Après le débarquement, le temps de l'action.....	26
Le journal <i>Exilio</i> , un lien pour la reconstruction de la CNT-AIT.....	30
QUELQUES PORTRAITS D'ANARCHISTES ESPAGNOLS DU BARRAGE DE L'AIGLE	Erreur ! Signet non défini.
Juan MONTOLIU DEL CAMPO.....	37
Miguel (ou Manuel) BARBOSA GIRO.....	38
José ASENS VALERA.....	38

Alberto GERMAN GONZALEZ.....	39
José SANTIAGO PAVON, dit « Antonio ORDOÑEZ MUÑEZ »	39
Ramon SERRAROLS CAROL	41
Paquita et Felipe MARTINEZ CAYUELA	41
Luisa et Mateo GARCIA GASCON.....	41
Miguel CAZADOR CASTELLA	41
Francisco MONTERO VAQUERO.....	41
Encarnacion et Florentino BARONA CASTRO	43
Manuel JODAR SORIANO.....	43
Cristobal DIAZ DIAZ.....	43
Santiago « El CHISPA » BURGUETE TRIAN	44
Muzio TOSI, un italien dans la compagnie Espagnole.....	44
José PUJOL CASASUS.....	45
Ricardo et Antonio ROMAN CUERVA.....	46
Francisco VALENTIN BLASIO	46
Agustin GALERA GONZALEZ	46
Jaime VIZCARRO FIBLA	47
Baltasar ROMEA ALADEN.....	47
José de LUNA ALBERT et Manuela OLEAGA	47
Salvador FERNANDEZ FERNANDEZ et Juanita Oleaga	47
José et Paquita GERMAN GONZALEZ	47
Antonio LOPEZ ESPEJO et Alfonso LOPEZ ASTURIANO	48
Pedro QUILES	48
Antonio HEREDIA VICO et Maria FANNE	49
José « El CARTAGENA » MARTINEZ REBOLLO	49
Juan RODRIGUEZ CAPARROS	50
Pedro Garcia Garrigo	50
Ginés HERNANDEZ PAGAN.....	50
José HERNANDEZ PEREZ.....	51

Brochures de la CNT-AIT

La CNT-AIT édite une collection de brochure, sur des sujets d'actualité, historique ou encore de réflexion. Nous avons plus de 40 titres disponibles.

Elles peuvent être téléchargées en ligne : <http://brochures.cnt-ait.info>

On peut aussi les commander au format papier. Ecrire à CNT-AIT, 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE pour connaître le catalogue complet et le prix et frais d'envoi.

Quelques titres parmi le catalogue :

COLLECTION CNT-AIT

- L'ANARCHOSYNDICALISME AUJOURD'HUI : QUESTIONS / REPONSES, *suivi de* FEDERALISME ET RESEAU : POUR UNE ORGANISATION ANARCHOSYNDICALISTE FEDERALE DU XXIEME SIECLE
- La CNT-AIT en Mai 1968
- HISTOIRE DE LA CNT-AIT FRANÇAISE : LES 50 PREMIERES ANNEES (1946-1993)

COLLECTION STRATEGIE ET TACTIQUE

- TECHNIQUES DE LUTTES
- ANARCHOSYNDICALISME ET AUTONOMIE POPULAIRE
- POUR L'ABSTENTION !

COLLECTIONS REPERES

- ANARCHISTES, PAS REPUBLICAINS ... DES ANARCHISTES ESPAGNOLS EN RESISTANCE
Tome 1 : Des camps républicains du mépris aux maquis de la Liberté...
Tome 2 : Quand des migrants et des parias tenaient le maquis dans le Cantal
- LA SANTE PAR LA REVOLUTION, LA REVOLUTION PAR LA SANTE : LES ANARCHOSYNDICALISTES ET LA SANTE PENDANT LA REVOLUTION ESPAGNOLE (1936 – 1938)
Tome 1 : Un exemple de réponse anarchosyndicaliste à une crise sanitaire et politique soudaine et inédite
Tome 2 : La mise en place d'une santé publique anarchiste
- LA COMMUNE DE PARIS VUE PAR LES ANARCHISTES (1878-1930)

front et envoyé dans un service auxiliaire d'une caserne contrôlée par les communistes. Craignant une liquidation physique, il abandonna ce poste et se réfugia au siège du Comité National de la CNT-AIT où jusqu'en janvier 1939 il travailla au service des archives puis partit pour la France lors de la *Retirada* : "*...je suis parti tout seul ; j'ai commencé à marcher, puis j'ai pris un train pour Gerona. A la sortie du train, lors d'un contrôle militaire, tous les hommes ont été envoyés dans une caserne. Lors d'un bombardement de l'aviation italienne, dans la confusion, je me suis évadé de la caserne et je suis parti à pied jusqu'à la Jonquera...*" (cf. Témoignage de V. Gomez Marco).

Entré en France le 6 février 1939, Victoriano Gomez fut interné dans un premier temps à Argelès : "*...Nous sommes passés par le Perthus. Au Boulou, ils nous fouillaient ; ils nous mettaient dans un grand pré, surveillé par la police et nous devions laisser les armes. Par groupes de 300-400, à pied, ils nous ont emmenés à Argelès-sur-Mer. Quand je suis arrivé, il y avait plein de monde, et il n'y avait pas encore de barbelés. Le camp était sur la plage ; après, ils ont mis un cordon de militaires sénégalais pour nous garder. Nous ne pouvions pas sortir ; nous n'avions rien du tout pour dormir et c'était au mois de février 1939...*"

Transféré au camp du Barcarès, il fut ensuite enrôlé dans une Compagnie de travailleurs étrangers pour travailler dans une carrière à Auxant, près de Poitiers. En juin 1940, peu avant l'arrivée des Allemands, il partait à pied pour Périgueux où il arrivait le jour de l'Armistice et d'où, après avoir été contrôlé, il était renvoyé au camp d'Argelès, puis envoyé dans diverses Compagnies de travailleurs étrangers notamment à Prades (Pyrénées Orientales), Beaulieu (Corrèze), Lorient, puis dans le Puy-de-Dôme comme travailleur agricole à Gannat (91ème CTE) où dès son arrivée il participait à la réorganisation de la CNT-AIT qui comptait une vingtaine de membres. En septembre 1942 il assistait à un premier plenum régional tenu au Barrage de l'Aigle. Il participait à la Résistance dans l'Allier avec des "*copains français. Ils venaient me chercher quand ils avaient besoin de moi, sinon je restais à la ferme*".

Après la libération, Victoriano Gomez s'installait en 1947 à Clermont-Ferrand où il fut nommé secrétaire de coordination du Comité Interdépartemental (Haute Loire, Allier, Puy-de-Dôme, Cantal) et fut à plusieurs reprises secrétaire de la Fédération locale de la CNT en exil dont le siège se trouvait rue de l'Ange. Au début des années 1950 la FL comptait 185 adhérents.

Victoriano Gomez Marco est décédé à Clermont-Ferrand le 29 avril 2005.

Juan « Alcantara » ESCORIZA MARTINEZ.....	51
Gregorio USON ARA.....	54
Antonio GONZALEZ GONZALEZ.....	54
Manuel « Arturo RUSINOL MAURI » RODRIGUEZ URENA	55

Autres militants de la CNT-AIT du Barrage de l'Aigle Erreur ! Signet non défini.

Inocente ABAD GARCIA	56
José, Blas ASENS GIOL	56
D. BARBOA.....	58
Francisco BERGA ORTAL	58
José BERRUEZO SILVENTE « CLARIN ».....	59
Ramon CAMI	60
Florencio EDO.....	60
Dositeo FERNANDEZ	61
José GARCIA	61
Sebastian GOMEZ SILVENTE.....	62
LAHOZ.....	62
Manuel MAREY.....	62
José MARQUES CABALLERO	62
Bernardo « NARDO » MERINO PERIS.....	63
Manuel "Manolo" MOREY BLANCH.....	64
José OLIVER CALLE.....	65
Miguel RICO	65
Tomas SAMITIER URUEN.....	66
Victoriano GOMEZ MARCO.....	66



Le barrage de l'Aigle (1951)



Vue aérienne du village d'Aynes (années 40)

regroupait à cette époque près de 2.000 militants lui confia la tâche d'éditer le journal *Exilio* (19 juillet 1944-novembre 1947) dont les 8 premiers numéros ronéotés furent clandestins.

Tomas SAMITIER URUEN

Riglos (Huesca), 5 septembre 1900 – Millau (Aveyron), 17 juillet 1980

Tomas Samitier Uruen avait commencé à travailler dès l'âge de 10 ans comme berger avant d'entrer à 14 ans à la raffinerie d'essence de La Peña. En 1925 il était embauché à la Compagnie des chemins de fer et militait alors à la CNT-AIT.

Il fut nommé garde barrière à Zuera (Saragosse) dont lors du coup d'état franquiste de juillet 1936 il parvint à s'enfuir tandis qu'était arrêtée sa compagne et fusillés son frère Pedro (le 16 août 1936 à Huesca) et sa sœur Maximiliana (en décembre 1936). Tomas Samitier qui était parti combattre sur le front, ne retrouva sa compagne qu'en 1938.

Exilé en France lors de la *Retirada*, il fut interné dans divers camps. A la Libération il trouva un travail au Barrage de l'Aigle (Cantal) où pendant l'Occupation s'était reconstituée la CNT et s'était formé un maquis entièrement cénétiste et où en 1946 il était le responsable des contacts de la CNT de tendance dite orthodoxe

A l'achèvement du chantier du barrage il alla travailler à Pont de Salars où il dut subir une première opération. Puis avec toute la famille il alla s'installer à Millau où il milita à la FL-CNT.

A l'été 1977, alors que sa santé était déjà très fragile, ses enfants l'accompagnèrent à Riglos et à Zuera où en 1978 il revenait définitivement avec sa compagne Teresa.

Membre de la CNT de Zuera, Tomas Samitier Uruen décédait le 17 juillet 1980.

Victoriano GOMEZ MARCO

Alpeñez (Teruel), 29 mars 1915 – Clermont Ferrand (Puy-de-Dôme), 29 avril 2005

Victoriano Gomez Marco avait adhéré à l'âge de 15 ans à la CNT-AIT et avait été nommé secrétaire de la fédération locale d'Alpeñez lors de sa fondation en 1935. Lors de la Révolution il s'enrôla dans la Colonne Durruti et combattit sur le front de Teruel. Après avoir été blessé à un bras - tous les tendons coupés - et une hospitalisation de 6 mois à Barcelone, il fut considéré comme inapte au

Exilé en France lors de la *Retirada*, et après avoir séjourné en camps, il fut envoyé travailler sur le site du barrage de l'Aigle (Cantal). Il y fit partie avec entre autres J. Berruezo du noyau ayant reconstitué la CNT-AIT. En 1943 après le plenum de Mauriac, il fut élu le secrétaire du groupe (fédération locale) CNT du Barrage. En 1944, il fut nommé secrétaire de presse et propagande du Comité régional n°3 et fut chargé de l'administration du journal *Exilio* (19 juillet 1944 – novembre 1947), le premier journal publié par l'exil et dont les huit premiers numéros furent clandestins. Il appartient ensuite à la Fédération Locale de la CNT-AIT espagnole en exil de Bort-les-Orgues (Corrèze) de la tendance pro gouvernement en exil, dite « collaborationniste ».

Manuel Morey Blanch est décédé en 1957 à Amélie-les-Bains (Pyrénées Orientales) où il s'était rendu avec sa compagne Carmen pour se reposer.

José OLIVER CALLE

Barcelone, 7 avril 1901 – ?, janvier 1979



José Oliver Calle, qui avait épousé en octobre 1926 Maria Pérez Ortiz avec laquelle il eut deux enfants, José et Pilar, militait au syndicat CNT-AIT des spectacles publics de Barcelone.

Exilé en France lors de la *Retirada*, il fut pendant l'occupation allemande membre du noyau réorganisateur de la CNT-AIT au barrage de l'Aigle (Cantal). Expert en mise-en-scène il y aurait organisé un groupe théâtral franco-italo-espagnol. Il collabora au journal *Exilio* (Aynes, 19 juillet 1944 à novembre 1947). Il fut, après la scission du mouvement libertaire espagnol, membre de la Fédération locale d'Aynes de la CNT de la tendance dite collaborationniste.

José Oliver Calle est décédé en janvier 1979.

Miguel RICO

Exilé en France lors de la *Retirada*, Miguel Rico avait été interné au camp de Saint-Cyprien. Puis il fut ensuite enrôlé dans une Compagnie de travailleurs étrangers dans le Cantal. Pendant l'occupation il fit partie, avec notamment José Berruezo et Manuel Morey, du noyau CNT du barrage de l'Aigle qui reconstitua clandestinement la CNT en exil. En 1944, le Comité régional n°3 (Cantal), qui

LE BARRAGE DE L'AIGLE, CREUSET DE LA REORGANISATION DE LA CNT-AIT ESPAGNOLE¹

Au cours de l'hiver 1939, 500 000 espagnols fuient la victoire des fascistes et les représailles prévisibles et se réfugient en France. Malgré quelques gestes de sympathie d'une partie de la population, la République ne voit pas d'un bon œil l'arrivée de ces combattants de la liberté, qu'elle désigne en fait sous le vocable d'« indésirables ». Alors qu'ils s'attendaient à être accueillis en frères, les réfugiés sont jetés par la République française dans des camps de concentration, véritables camps « du mépris », où ils sont traités de façon inhumaine².

Des camps aux GTE : l'intégration des réfugiés à l'effort de guerre

Dès le printemps 1939, soit bien avant la guerre, la République décide de mobiliser les étrangers réfugiés pour effectuer des travaux ou d'intérêt général ou stratégiques dans les zones frontalières ou dans des camps militaires.

Avec la déclaration de guerre de la France à l'Allemagne nazie, certains républicains espagnols demandent à s'engager dans les bataillons étrangers de l'armée française. Mais les officiers français se méfient de ceux qu'ils nomment les « Rouges », les communistes étant d'autant plus suspects après la signature du Pacte germano-soviétique.

Toutefois, de nombreux français étant mobilisés sur le Front, il manque des bras notamment pour les travaux de force sur les chantiers, dans les forêts, dans les fermes ou dans les mines. La République voit l'intérêt qu'elle peut tirer des réfugiés (espagnols ou autres) et les intègre à l'effort de guerre par le biais des Compagnies de travailleurs étrangers (CTE). Pour les réfugiés, c'est surtout l'opportunité d'échapper au camp, à ses brimades et à ses privations. Les autorités françaises vont puiser dans les camps de concentration les bras dont ils ont besoin pour les travaux pénibles et dangereux. Parmi ceux-ci, le chantier du barrage de l'Aigle sur la Dordogne, aux confins de la Corrèze et du Cantal.

Ainsi « *Le mois de décembre 1939 commencèrent à arriver au barrage en qualité de main-d'œuvre, les premiers réfugiés espagnols. Quelques-uns*

¹ Cet article doit beaucoup au témoignage de José BERREZUO, *Contribución a la historia de la CNT en exilio* paru à Mexico en 1967. Les citations entre guillemets sans autre mention sont tirées de cet ouvrage. Les extraits du journal « *Notre Barrage* » sont tirés du site <https://www.xaintrie-passions.com>

² Le grand écrivain britannique Arthur Koestler, qui a été interné dans un de ces camps en a livré un témoignage saisissant dans son livre « *La lie de la terre* ».

s'embauchèrent individuellement. Les autres, provenaient des camps de concentration. D'abord ce fut un groupe de 22 hommes, en provenance du camp de Saint-Cyprien. Puis, pendant les mois de janvier, février, mars 1940, ils arrivèrent au nombre de plus de 400. Ils venaient pieds-nus ; d'autres plus fortunés, portaient les pieds enveloppés de bandes faites avec des sacs ; ils allaient déchirés, habillés avec des haillons, tels que les avaient laissé la déroute et le camp de concentration³»

Avec la défaite en 1940, la Chambre des députés du Front Populaire vote les pleins pouvoirs à Pétain, l'Etat Français se substitue à la République française. Changement de régime mais pour les réfugiés espagnols. Nécessité faisant loi, il y a avait des centaines de milliers de soldats français prisonniers en Allemagne et la France manquait de bras ... Les CTE changent de nom, deviennent les GTE (groupements de travailleurs étrangers) mais ils continuent leurs activités, toutefois avec un contrôle renforcé des autorités policières, les travailleurs réfugiés passant du statut d'indésirable à celui de potentiels ennemis intérieurs.

Les réfugiés, une main d'œuvre corvéable ... et convoitée !



Réfugiés espagnols au travail sur le barrage de l'Aigle

Les GTE dans le Cantal regroupaient des travailleurs de toutes les nationalités, mais principalement des espagnols, des polonais et des juifs étrangers « apatrides » (allemands, autrichiens). Le cynisme des autorités de Vichy allant jusqu'à désigner ces derniers sous le terme de « Palestiniens », ou de manière stigmatisante « d'Israélites oisifs ».... Le 431ème GTE, constitué d'environ 400 espagnols installé à Mauriac et Tourniac, et le 437ème

GTE constitué d'environ 200 espagnols installé à Mauriac, étaient destinés tout principalement à la construction de barrages. Le 664ème GTE, constitué d'environ 200 polonais et juifs de diverses nationalités, installé également à Mauriac, était également destiné à la construction de barrages, ainsi qu'à l'exploitation forestière et aux travaux agricoles au profit d'entreprises privées ou de particuliers.



Nardo en 1950

Dès septembre 1944, il participa, au nom de la CNT-AIT, à la fondation de la Junte de Libération Espagnole (JEL) qui réunissait tous les secteurs antifascistes à l'exclusion des communistes. Nommé secrétaire à l'organisation du Comité National de la CNT en exil - aux côtés de Juan Manuel Molina, Paulino Malsand, Domingo Torres, Evangelista Campos, Angel Marin et Miguel Chueca - lors d'un plenum tenu à Toulouse en octobre 1944, il participa aux nombreux meetings tenu à la Libération et fut délégué au premier congrès tenu par le mouvement espagnol en exil à Paris en mai 1945 à la salle de la Maison de la Chimie et dont il avait été l'un des organisateurs. Rapporteur dans une commission du congrès, il refusa d'être élu au nouveau Comité national et défendit la ligne minoritaire des partisans de la poursuite de la collaboration avec les autres forces républicaines.

Après la scission survenue dans la CNT en novembre 1945 entre partisans de la collaboration et la tendance majoritaire anarchiste, il fit partie de la CNT dite « collaborationniste » où il sera le secrétaire de l'organisme d'aide *Solidaridad Confederal* et participera au *Fondo Humanitario Español* et collaborera au journal *España Libre*. Il fut par la suite partisan de la réunification de la CNT ce qui se fera en 1960. Installé à Céret lors de sa retraite, il participa à de nombreuses réunions de la CNT tant en France qu'en Espagne après la mort de Franco. Bernardo Merino est décédé à Toulouse le 3 mars 1988.

Un entretien filmé avec B. Merino Peris figurerait aux Archives cinématographiques de la Résistance de Turin (Italie).

Manuel "Manolo" MOREY BLANCH

Catalogne, ? – Bort les Orgues, 1957

Pendant la période de terrorisme policier et patronal couvert par le Général Martinez Anido (1919-1923), Manuel Morey Blanch avait été grièvement blessé lors d'un attentat tendu près de Reus par les pistoleros du syndicat libre contre lui et Garcia Oliver. Il fut ensuite le directeur de l'école rationaliste de la Barceloneta. Pendant la guerre civile il fut le secrétaire de la Fédération régionale des écoles rationalistes de Catalogne.

³ *L'Espagne républicaine*, n° 20, 10 novembre 1945

Il intégra la Résistance dans le Bataillon du Barrage de l'Aigle, intégré aux Forces françaises libres et dépendant de la 13ème Division d'Auvergne.

Bernardo « **NARDO** » MERINO PERIS

Valencia, 28 septembre 1912 – Céret (Pyrénées Orientales), 3 mars 1988

Ouvrier maçon, Bernardo Merino Peris avait commencé à militer très jeune au syndicat CNT-AIT de la construction de Valence. Lors du plenum régional tenu à Valence en septembre 1936 où il fut le délégué de Gandia, il s'opposa à Juan Lopez favorable à la collaboration gouvernementale et fut nommé avec Pros et J. Lopez comme délégué au plenum national qui se tint au cours du même mois. Membre du Comité régional du Levant pendant la guerre et la révolution il participa activement au mouvement de collectivisation. En octobre 1938 il fut le délégué du Levant à l'assemblée plénière de régionales tenue à Barcelone. A la fin de la guerre il se retrouva dans le piège d'Alicante, mais parvint à échapper à la capture, et après avoir traversé à pieds une bonne moitié de l'Espagne, parvint à passer en France où il fut interné dans divers camps.

Pendant l'occupation allemande Bernardo Merino allait être particulièrement actif dans la réorganisation du mouvement libertaire espagnol. En octobre 1943 il était à Marseille membre du comité régional clandestin, puis fut nommé délégué du Comité national du Mouvement libertaire du barrage de l'Aigle (Cantal) où il fut plus particulièrement chargé des relations avec la résistance française. C'est lui qui avait envoyé un croquis de l'école et du champ d'aviation de Salon qui permit sa destruction par l'aviation alliée. En décembre 1943 il fut le délégué de Marseille à l'assemblée plénière clandestine tenue par la CNT-AIT à La Fare (Marseille). En mars 1944 il fut élu secrétaire national à l'assemblée plénière tenue à Muret puis avec J. Manuel Molina et José German fut le représentant de la CNT-AIT lors d'une réunion importante de la résistance française tenue à Roanne, avant de participer à la fin du mois à une réunion avec la Fédération anarchiste Ibérique (FAI) à Toulouse. Lors des combats pour la Libération il fut membre du Bataillon du Barrage de l'Aigle rattaché à la 13ème Division FFI d'Auvergne.

Par la suite, les nazis cherchent aussi à tirer profit de cette main-d'œuvre corvéable à merci. Eux aussi avaient besoin de bras pour construire leur Mur de l'Atlantique qui devait les protéger d'une invasion alliée. Entre 1942 et 1943, 26 000 Espagnols travailleurs des GTE ou autres sont envoyés dans le cadre du STO sur les chantiers de l'Organisation Todt sur la façade atlantique.



Notre barrage, journal du chantier du barrage de l'Aigle, 1942

Les ingénieurs du barrage de l'Aigle partageaient avec les ouvriers espagnols l'esprit de résistance. Aucun homme, aucun matériau ne devait aller aux nazis. La résistance, avant d'être de hauts faits d'armes, ce fut surtout le refus obstiné et silencieux de servir et d'obéir.

« le barrage de l'Aigle n'est pas seulement un ouvrage de résistance matérielle. Il a été aussi un repère de résistance à l'envahisseur allemand. Ni la guerre, ni la déroute, ni l'occupation n'ont arrêté le travail continu du barrage. Tout au contraire : il fallait empêcher que le béton aille grossir le mur de l'Atlantique et que les hommes quittent le chantier pour des chantiers allemands. Dans ces montagnes nées pour cacher des maquis, la résistance a été tellement bien organisée que pas un seul homme, pas un mètre cube de béton, pas un kilo de ferraille ne sont allés collaborer avec les Allemands ».

Il fallait donc faire en sorte que le chantier progresse, mais pas trop vite non plus pour freiner sur la fin la mise en service de l'usine qui risquait de fournir de l'énergie à l'effort de guerre allemand.

Dans un article paru juste après la Libération dans *Notre Barrage*, la gazette du chantier, les compagnons espagnols détaillent les différentes tactiques utilisées pour échapper aux réquisitions

Les espagnols du Chantier de l'Aigle ne partiront pas à l'organisation TODT

Notre barrage, Novembre 1944

Non et non. Ils ne partiront pas.

La lutte a duré deux ans, avec des périodes de crise et des accalmies, mais toujours renaissante. Ils ne sont finalement pas partis, mais au prix d'une résistance plus ou moins élastique, qui a pris toutes les formes : la pagaie, le vide, les épidémies, le chantage, les cartes de nationalité.

La pagaie

La tactique consistait d'abord à tout embrouiller. En téléphonant simultanément aux services de Paris, de Limoges, de Clermont, d'Aurillac, dont nous dépendions à des titres divers, on finissait bien, malgré la prudence administrative bien connue, par trouver une fissure, ou une contradiction, même de détail. Après c'était l'enfance de l'art.

Mais quelque fois le procédé ne rendait pas. Il s'agissait alors de gagner du temps, quelques jours ou même quelques heures : les départs étaient impérativement fixés pour telle date. Et on avait remarqué par expérience que passée cette date, la question retombait en sommeil jusqu'à la prochaine fois.

Le vide

Gagner du temps pouvait se faire par des voies administratives, ce que, respectueux de la bonne règle, nous commençons par essayer, sous un prétexte quelconque, mais on fut parfois réduit à employer l'ultime méthode : le vide. Dès que des cars pour le « ramassage » étaient groupés à Mauriac, tous les espagnols du chantier, obéissant à un mystérieux mot d'ordre, disparaissaient et les forces de police tombaient dans ce vide. Sans douter que sous le plancher de la cabine téléphonique d'où ils annonçaient leur déconvenue à l'autorité supérieure et hiérarchique – dans cette église devant laquelle ils passaient – dans ce buisson qui bordait la route, et, surtout, massivement, de l'autre côté de la Dordogne, ils étaient écoutés, observés, épiés, etc ... par des tas de type qui la couverture roulée autour du corps et le casse-croûte dans la musette, prêts à aller un peu plus loin en cas de besoin, surveillaient le passage des cars place Ponge.

Mais un jour, on parla de cerner les environs du chantier. Sur le moment, nous fûmes impressionnés et on avait une autre méthode, celle des épidémies. [nous l'avons utilisé à deux reprises]

Les épidémies

On n'avait refoulé à priori que la poliomyélite pour ne pas affoler les gens de la cité, mais à part cela il suffisait à un épidémie de typhoïde ou de je ne sais quoi (affaire de toubib) de se déclarer juste au bon moment, à la grande colère des administrateurs chargés de la rafle, qui n'étaient pas dupe, mais n'y pouvaient rien, les formes étant respectées. On n'osa tout de même pas recommencer une troisième fois.

Inertie, forme : alliées imprévues mais excellentes quand on sait les manier pour une bonne cause.

Sebastián GOMEZ SILVENTE

Santa Coloma de Gramenet (Catalogne) – ?

Sebastian Gomez Silvente avait été nommé rapporteur au bureau de la Solidarité Internationale Antifasciste (SIA) créé à Santa Coloma en janvier 1938.

Exilé en France lors de la *Retirada* il avait été interné au camp de Bram dont il était envoyé dans des compagnies de travailleurs en décembre 1939. Pendant l'occupation il a été membre du noyau clandestin de la CNT du Barrage de l'Aigle (Cantal) où se réorganisait le mouvement libertaire espagnol.

LAHOZ

? – Chalignac (Cantal), 1943



Exilé en France, Lahoz fut envoyé dans une compagnie de travailleurs étrangers au barrage de l'Aigle (Cantal) où dès 1941 il fit partie du noyau réorganisateur de la CNT. Lahoz est décédé en 1943 lors d'un accident du travail survenu au barrage.

Manuel MAREY

Exilé en France après la guerre civile, Manuel Marey fut pendant l'occupation nazie membre du noyau réorganisateur de la CNT-AIT au barrage de l'Aigle. Lors des combats pour la Libération il fut membre du Bataillon du Barrage de l'Aigle rattaché à la 13ème Division FFI d'Auvergne. Il fut l'administrateur de *Exilio*, organe de la régionale n°3 (Cantal) (Aynes, 19 juillet 1944 à novembre 1947) dont le directeur était Manuel Rico. Ce journal dont les 8 premiers numéros étaient ronéotés et clandestins, fut le premier à être publié par l'exil libertaire. Il défendit ensuite les positions dites collaborationnistes de la CNT d'Espagne.

José MARQUES CABALLERO

Exilé en France lors de la *Retirada*, José Marques Caballero avait été interné au camp de Bram. Il fut ensuite enrôlé dans une compagnie de travailleurs étrangers et envoyé travailler sur les chantiers de barrages dans le Cantal. Il y participa pendant l'Occupation à la réorganisation clandestine de la CNT-AIT.

Il a appartenu après-guerre à la FL-CNT d'Aix-en-Provence où il est décédé en novembre 1962 après 6 années d'hospitalisation.

Dositeo FERNANDEZ

Léon, 1902 – Perreux (Loire), 1er janvier 1981

Emigré très jeune à Barcelone, Dositeo Fernandez y avait adhéré à la CNT-AIT. Pendant la guerre civile il aurait occupé plusieurs postes de responsabilité.

Exilé en France lors de la *Retirada*, il était interné dans divers camps puis envoyé travailler à Mauriac (Cantal) où dès 1940 il faisait partie du noyau de la CNT-AIT. Pendant l'occupation nazie, il appartenait au fort groupe de militants du barrage de l'Aigle et c'est à son domicile de Mauriac, situé dans la gendarmerie, que se tenait le premier plenum clandestin de la CNT et du Mouvement Libertaire Espagnol en exil, le 6 juin 1943. Il participait ensuite au maquis formé par la CNT-AIT et était blessé au ventre lors de combats.

Après-guerre il s'installait au Perreux (Loire) et continuait de militer à la CNT-AIT jusqu'à son décès survenu à Roanne (Loire) le 1er janvier 1981.

José GARCIA

Mazarron (Murcie), 1897 – Aurillac (Cantal), janvier 1974

A l'âge de douze ans, José Garcia avait quitté Mazarron (Murcie) où il travaillait déjà à la mine, transportant sur ses épaules le minerai de plomb, pour aller à Barcelone. Ouvrier docker sur le quai du charbon, il adhéra très vite à la CNT-AIT.

Exilé en France lors de la *Retirada*, il travaillait en 1941 comme mineur sur le chantier du barrage de Laroquebrou (Cantal) et faisait partie du noyau clandestin de la CNT-AIT. Le 6 juin 1943 il participait au plenum clandestin de Mauriac. A la Libération il était nommé vice-secrétaire de la Commission départementale du Cantal de la CNT-AIT en exil. Installé à Aurillac, il allait être pendant plus de vingt ans le secrétaire de la fédération locale d'Aurillac. José Garcia est décédé en novembre 1974.

Sa compagne, Dolores Garrigo Tudela, née à Mazarron le 18 juin 1895, fut également militante en Espagne et en Auvergne. Victime au début des années 1960 d'une paralysie partielle, elle était décédée à Aurillac le 7 mai 1967.

Le chantage

Finalement, on recourut au chantage, on fit courir le bruit (Dieu sait si c'est facile) que si des opérations de police recommençaient, les maquis de Corrèze s'en mêleraient et que ça pourrait tourner au drame. Des techniciens officiels et bien intentionnés estimèrent que, dans ces conditions, il fallait 5 000 hommes pour ramasser la centaine d'espagnols tant convoités. Or la Région de Clermont ne disposait pas de ces importantes forces armées, il lui fallait donc demander le concours de la région de Limoges. Inutile de dire qu'administrativement, faire passer quoi que ce soit, et notamment des forces de police, d'une Région à l'autre est un problème insoluble. L'opération n'eut pas lieu.

Les cartes de nationalités.

Malgré cela, des gens bien-pensants commençaient à s'inquiéter du danger des Espagnols « rouges ». La presse de Paris, dont nous citons par ailleurs un éloquent extrait, commençait à s'en mêler. Les Allemands risquaient d'intervenir. Il fallait trouver une solution officielle, d'apparence au moins.

Ce fut la protection de chaque ouvrier espagnol par les cartes de nationalité, argument un peu acrobatique sur lequel il serait indiscret d'insister, mais qui nous permit d'attendre le message « Coup d'envoi à 15 heures » et le débarquement.

La preuve était faite qu'avec un peu de ténacité on peut toujours arriver à ses fins]

Un article de *l'Espagne républicaine* de 1945 revient également sur ces épisodes

Une fausse épidémie de fièvre typhoïde, *L'Espagne républicaine*, n°20, 10 Novembre 1945



Un inspecteur de Vichy fut envoyé spécialement pour se rendre compte de la main-d'œuvre qu'on pouvait enlever au barrage au bénéfice des Allemands. Quand il arriva au barrage, il se trouva devant une épidémie : à l'infirmerie, plusieurs Espagnols étaient au lit, victimes de typhus. Il pouvait bien le constater à l'aide de graphiques de fièvres, aux lèvres pâles et à l'état des malades. Le pauvre inspecteur ne voulut rien savoir et s'empressa de repartir pour échapper à l'effroyable maladie. Après quoi, les malades ayant prouvé leur mauvais état de santé à l'inspecteur, se levèrent et se remirent au travail, car l'épidémie avait été inventé de toutes pièces, aussi pour tromper Vichy que pour échapper aux Allemands.

Pendant la période de clandestinité, français et espagnols faisaient le guet sur les routes amenant au barrage. Dès qu'ils découvraient des Allemands, tous les hommes, et même quelques femmes, laissaient le chantier et gagnaient la montagne.

La réorganisation de la Confédération commence dans un village du Cantal

Dès leur arrivée au camp, les vétérans de la CNT-AIT espagnole commencent à recréer des liens affinitaires, dans le but de recréer l'organisation clandestine.

« Si la vie en commun crée des difficultés de relation et de compréhension, dans notre cas, les difficultés ont été surmontées par un malheur commun, par une coexistence permanente au travail, dans les salles à manger et dans les chambres. Dans les conversations de chaque instant, on se découvrait un compagnon à ses expressions familières et affinitaires qu'il utilisait, par sa manière de juger les événements qui avaient causé la défaite du peuple espagnol, établissant à chaque découverte un courant jubilatoire de solidarité. Et sans que personne n'ait pensé à faire des listes de noms de compagnons, ils s'étaient regroupés pour tous les besoins solidaires presque automatiquement. Presque involontairement. Tandis qu'avec les pics on extrayait la roche granitique, ... ces sombres militants de la CNT creusaient avec leur pensée les fondements reconstructifs de l'organisation confédérale dispersée par le vent de la guerre et qui semblait enterrée en l'année de grâce de 1940. »

Durant l'année 1940, le groupe initial est créé : la Fédération Locale d'Aynes. Ses membres multiplient les contacts avec des militants isolés repérés dans les villages alentour, travaillant sur d'autres chantiers ou dans des fermes, avec les nouveaux arrivants sur le chantier du barrage. Cet embryon de regroupement local essaie d'entrer en contact avec le Comité National, sans succès. En absence de réponse du Comité la liaison, qui avait été maintenu dans les camps de concentration, est coupée. Mais ces militants aguerris n'ont pas besoin de directive pour faire ce que leur dicte leur conscience. L'anarchosyndicalisme est une école d'apprentissage de l'autonomie individuelle et collective.

« Le plus grand groupe de spécialistes embauchés pour le travail au barrage de l'Aigle était sorti du camp de concentration de Saint-Cyprien. [Le noyau réorganisateur de la CNT-AIT en exil] était formé de militants de toutes les régions d'Espagne, en particulier de Catalogne. Tout le monde savait, plus ou moins profondément, la mécanique anarchosyndicale ... pour avoir pris une part active au développement des luttes sociales dans les années avant la guerre »

En décembre 1945 il était délégué de Cugnaux (27 adhérents) au plenum régional du sud-ouest à Toulouse où il aurait défendu l'autonomie de la CNT-AIT d'Espagne. Après la scission survenue dans la CNT en exil, il s'était aligné sur la position de la tendance collaborationniste, avait été membre du sous-Comité national de l'exil et collaborait à son organe *España Libre* (Toulouse). Jusqu'à son dernier souffle il contribua à l'organisation anarchosyndicaliste, collaborant à de nombreux titres de la presse libertaire dont *Asturias*, *Aurora Libre*, *El Diluvio* (1930-31), *Solidaridad Obrera*, *España Libre*, *Despertar*, *Le Combat Syndicaliste*, *Espoir*.

Oeuvres: Contribución a la historia de la CNT en exilio (México, 1967). – Por el sendero de mis recuerdos (Santa Coloma, 1987).

Ramon CAMI

Aylona (Catalogne), ? – Aynes (Cantal), 1^{er} Juillet 1947

Ramon Cami militait au syndicat CNT des paysans de Aylona (Lérida) au moment de la Révolution.

Exilé en France après la guerre civile, il travaillait à la libération au barrage de l'Aigle et militait à la fédération locale de la CNT-AIT en exil qui avait été, sous l'occupation allemande, l'une des plus actives dans la réorganisation clandestine de l'organisation. Victime d'un accident du travail sur le barrage, Ramon Cami décédait le 1er juillet 1947 à Aynes (Cantal)

Florencio EDO

Utrillas (Teruel), ? – Aix-en-Provence, 20 novembre 1962

Florencio Edo travaillait comme mineur à Utrillas (Teruel). Il avait participé aux combats de juillet 1936 à Barcelone puis avait appartenu sur le front d'Aragon à la Colonne Durruti où il était un des responsables de la fabrication d'explosifs.

Exilé en France à la fin de la guerre, Florencio Edo avait été pendant l'occupation nazie membre du noyau CNT-AIT de Corrèze. Il travailla ensuite au Barrage de l'Aigle (Cantal) et participait le 6 juin 1943 au plenum clandestin de Mauriac. Ce plenum, qui s'était déroulé au domicile de Dositeo Fernandez, avait réuni des délégués de tous les noyaux organisés et peut être considéré comme le premier plenum représentatif du MLE en exil, marquant la réorganisation du mouvement ; il y sera nommé un comité de relation du MLE dont le siège avait été fixé au Barrage de l'Aigle et dont étaient membres José Berruezo Silvente, José German Gonzalez et José Asens.

José BERRUEZO SILVENTE « CLARIN »

Mazarron (Murcie), 13 juin 1895 – Aix en Provence, 7 août 1990

Dès l'âge de 14 ans, José Berruezo Silvente, disciple des instituteurs rationalistes Julian Raja Vivancos et Juan Martinez Izquierdo du Centre ouvrier de Mazarron, distribuait des manifestes parmi les ouvriers mineurs de la région. En 1912 il participait à la création du Centre d'études sociales et deux ans plus tard, était emprisonné à Totana pour avoir peint des slogans anarchistes. Au retour de son service militaire à Melilla, il émigrait en 1919 à Barcelone, puis à Marseille. Revenu en Espagne en 1920 il s'établissait alors à Santa Coloma de Gramanet où il allait participer à la fondation de l'Ateneo et être secrétaire de la CNT (1922) tout en participant à de nombreuses réunions et plenums. Pendant la dictature de Primo de Rivera et après avoir été licencié de son travail, il était le secrétaire de l'Ateneo (1924) et responsable du *Comité pro-presos* (pour l'amnistie des prisonniers). Avec la proclamation de la République il participait en octobre 1931 à la création de la Maison du Peuple où il était responsable avec Gregorio Jover de l'école rationaliste. Lors du 2^e congrès de la CNT-AIT à Badalone, il était le délégué de Santa Coloma. Entre 1932 et 1935 il a été licencié et a été instituteur à plusieurs reprises à l'Ateneo de San Adrian. De 1934 à 1936, sous le pseudonyme de Clarin il était le correspondant de *Solidaridad Obrera* à Santa Coloma.

Pendant la guerre civile José Berruezo Silvente a été responsable de la santé au Comité révolutionnaire de Santa Coloma, conseiller de la Santé à la mairie (d'octobre 1936 à la fin de la guerre) et même maire de Santa Coloma (mai 1937, 1938-1939). Il a été délégué au plenum économique de Valence.

Exilé en France en janvier 1939, il était interné au camp de Bram jusqu'au 8 décembre 1939 où il était envoyé travailler dans le Cantal où il arrivait en gare de Mauriac dans la nuit du 9 avec deux autres compagnons, José Marques Caballero et Sebastian Gomez Silvente. Affecté sur le chantier du barrage de l'Aigle il allait jouer un rôle primordial dans la reconstruction de la CNT-AIT. En juin 1943 il était nommé secrétaire de la Commission de relations du MLE en exil lors du plenum clandestin tenu à Mauriac. En décembre 1943 il représentait la zone occupée au plenum de Montpellier où il était nommé secrétaire du sub-comité national de la CNT en exil. Il participait également en 1944 au plenum de Muret et partisan de la participation de la CNT-AIT à la résistance contre l'occupant, favorisait l'émergence d'un maquis exclusivement cénétiste au barrage de l'Aigle, la compagnie espagnole du Bataillon Didier (FFI).

La première réunion clandestine ouverte aux militants sûrs se tient en octobre 1941. Une circulaire est éditée dans la foulée, en novembre. La circulaire fixe comme premier objectif de regrouper les compagnons qui souhaitent reprendre la lutte, et commence à donner des consignes de sécurité.

COMMISSION D'ORGANISATION DU MOUVEMENT LIBERTAIRE ESPAGNOL EN FRANCE - CIRCULAIRE N ° 1

Compagnon: Sans être officiellement organisées, les circulaires que le Conseil [National] du Mouvement Libertaire nous avait envoyées sont arrivées entre vos mains. Aujourd'hui, étant donné les circonstances, nous constatons que le silence [du Conseil] règne autour de nous. La cruelle réalité nous montre que le salut ne viendra pas d'un hypothétique débarquement. C'est un rêve irréalisable dont ce sont déjà réveillés ceux d'entre nous qui ont vécu la vie de ce camp de concentration avec des montagnes de barbelés.

Les hommes de la CNT, de la FAI et des FIJ ne sont pas de ceux qui se laissent décourager par les événements, ni de ceux qui sont intimidés par les dangers. Le groupe qui a reçu les circulaires depuis notre arrivée du Camp de Saint Cyprien a pris soin de les envoyer à ceux que nous avons noté comme compagnons, par leurs manifestations d'intérêt et leurs attitudes ? Compte tenu de la responsabilité que nous pourrions encourir si nous nous laissons influencer par le découragement général, nous avons convoqué une réunion du groupe, que nous avons étendu à différents compagnons, d'où sont issues les résolutions suivantes :

- Premièrement : Nommer une Commission de réorganisation locale.
- Deuxièmement : Donner pleine confiance à la Commission afin qu'elle essaie de regrouper le plus grand nombre de compagnons dans les plus brefs délais.
- Troisièmement : Une fois que les compagnons regroupés se sont ajustés en groupes d'affinité ou de besoin, organisation à des fins d'information et de réunion.
- Quatrièmement : Entre-temps, lancer des efforts pour localiser la résidence des membres du Conseil du mouvement libertaire.
- Cinquièmement : Une fois le travail de regroupement effectué, convoquer des réunions de groupe pour nommer officiellement la Commission et fixer les directives à suivre, les cotisations à payer, etc. etc.

T'estimant digne de notre confiance, tu indiquerai au même compagnon qui te remet cette circulaire si tu connais un autre compagnon [intéressé], en même temps que tu indiquerai avec lequel ou lesquels tu préférerais être groupé.

Ce n'est pas le moment de manquer de responsabilité face aux dangers; prends tes précautions comme le fait la Commission. Ne fais confiance à personne tant que tu n'es pas sûr de sa qualité de compagnon; Si tu pressens quelque chose, communique avec la Commission qui se chargera de vérifier tes indications.

En espérant que tu feras honneur à la confiance que nous t'accordons et que tu viendras grossir le nombre des membres de notre organisation, nous te saluons fraternellement.

Pour la Commission, José Germán.
Novembre 1941.

Les efforts d'organisation commencent à porter leurs fruits : dans la seconde circulaire de Janvier 42, à peine plus d'un mois après la première, le groupe annonce regrouper déjà 80 compagnons répartis en 5 groupes.

Dès lors, s'enchaînent des circulaires, et par conséquent les mesures de protections sont renforcées : alors que la première circulaire avait été largement distribuée parmi les groupes de travailleurs espagnols, désormais les circulaires seront diffusées sous forme orale, par un membre de la Commission d'organisation. En effet, ne disposant pas de machine à écrire, la première circulaire était manuscrite et un compagnon avait fait remarquer qu'on pouvait reconnaître l'écriture de son auteur ... ce n'est seulement qu'à partir de 1944 que le groupe put faire imprimer clandestinement ses documents, nous y reviendrons.

Parmi les autres décisions, l'adoption d'une cotisation de 10 francs – ce qui pour l'époque représentait une somme significative, les ouvriers étant payé journalièrement au tarif de 5 francs de l'heure et les ouvriers anarchosindicalistes se refusant par éthique syndicale de faire la moindre heure supplémentaire. Cette cotisation servait essentiellement (plus de 80% selon les rapports financiers transmis avec les circulaires suivantes) à la solidarité notamment avec les réfugiés restés dans les camps de concentration.

Se pose la question du « camouflage » des compagnons qui ont besoin d'échapper aux persécutions. Un membre du Comité de réorganisation a pris des contacts à titre personnel avec des français⁴, susceptible d'apporter travail,

⁴ Jose Germán, en plus de ses qualités militantes était un excellent professionnel, ce qui facilita énormément ses tâches ultérieures. Il avait noué une relation personnelle avec

À la Libération il militait à la FI-CNT d'Aynès. Après la scission en 1945 du mouvement libertaire espagnol, il adhéra à la tendance dite « collaborationniste ». Au début des années 1970, il était membre à Seynod (Haute Savoie) des *Agrupaciones confederales* qui éditaient le mensuel *Frente Libertario* (Paris). José Asens Guiol est mort le 4 juin 1985 à Annecy et a été inhumé à Seynod.

José Asens Guiol était marié avec Amelia Valera Lozano (née à Origuella le 16 février 1902, déedée le 15 octobre 1991) avec laquelle il eut quatre enfants : José, Conchita, Rosita et James [Jacques].

D. BARBOA

Pendant l'occupation nazie, D. Barboa était membre du noyau CNT-AIT du Barrage de l'Aigle et membre du groupe *Chocolate* du maquis du Pic violent (Cantal) entièrement formé de militants anarchistes espagnols en liaison avec les Forces Françaises de l'Intérieur (FFI).

Francisco BERGA ORTAL

Santa Coloma de Gramanet (Barcelone), 1907 – Santa Coloma de Gramanet (Barcelone), 19 août 1976.

Ouvrier boulanger, Francisco Berga Ortal avait participé très activement à la collectivisation du secteur lors de la révolution de l'été 1936 et en particulier à l'organisation d'un circuit de distribution du pain. Puis il s'était enrôlé comme milicien et était parti pour le front où il sera blessé.

Exilé en France à la fin de la guerre, il a été interné aux camps de Bram puis d'Argelès sur mer. Enrôlé dans une Compagnie de Travailleurs Etrangers, il parvenait à s'échapper mais était repris et interné au camp de Bram. Pendant l'occupation nazie il était réquisitionné au titre du STO mais parvenait à s'échapper avec la complicité de gendarmes français.

À la libération il travaillait comme ouvrier du bâtiment à Bordeaux puis sur les grands chantiers de construction de barrages (L'Aigle, Bort Les Orgues) et militait dans les diverses fédérations locales de la CNT-AIT en exil. Victime d'un très grave accident de travail au barrage de Bort les Orgues, il décidait après sa guérison de rentrer en Espagne avec sa compagne Gabriela Berruezo.

Francisco Berga Ortal est mort à Santa Coloma de Gramanet (Barcelone) le 19 août 1976.

José Asens Giol, en septembre 1936, fut envoyé en France et en Suisse, muni de 500.000 pesetas, pour y acheter des armes par l'intermédiaire d'un réseau monté par Lucien Tronchet et Edmond Déturche. Le 30 septembre, la voiture à bord de laquelle le 28 il était entré en Suisse par le poste de Saint Genis avec Ramon Mateo Chavanel, Francisco Barcena Martin, José Marin Gomez et Eugenio Gonzalez Andrei, était victime d'un accident dans lequel tous les occupants, à l'exception d'Asens, étaient grièvement blessés. Asens était arrêté le lendemain à Neuchâtel avec l'espagnol Esper, le français Fernand-Robert Bigaill et le suisse Léon Aubry, un électricien âgé de 34 ans.

Selon le journal suisse *L'Impartial*, Asens avait été arrêté à Neuchâtel avec ses camarades, alors qu'il allait visiter à l'hôpital des compagnons qui, à bord d'un taxi chargé d'armes et conduit par Armand Groux, avait été pris sous le feu d'un barrage de gendarmes français près d'Aix les Bains.

Au bout de 19 jours de détention il fut remis en liberté avec ses compagnons et, après divers séjours à Ambilly (Annemasse) et un détour par Bruxelles (septembre 1937) regagna Barcelone. Lors du procès tenu à Neuchâtel vers février 1937, il avait donné plein pouvoir à Lucien Tronchet pour solutionner et régler les amendes et les frais du procès. Une partie du stock d'armes sera livré en Espagne d'octobre 1936 à janvier 1937 par Edmond Deturche et le reste sera caché dans la ferme de Déturche près d'Annemasse.

Le 2 avril 1938, lors de la création à Barcelone du Comité exécutif du Mouvement libertaire, il y fut nommé comme représentant de la CNT. A cette même époque il fit de nouveau un voyage à Amilly près d'Annemasse avec Conrado Guardiola et Mario Gallud. Plusieurs membres du réseau dont Guardiola en juin, puis Déturche en juillet 1938 furent arrêtés dans cette affaire de trafic d'armes.

Exilé en France lors de la *Retirada*, José Asens Giol avait semble-t-il, été arrêté à Paris où il recherchait sa famille dispersée. Transféré à Villeneuve sur Lot, il fut ensuite interné au camp du Vernet d'Ariège du 13 décembre 1939 au 11 octobre 1941, puis il fut envoyé dans une compagnie de travailleurs étrangers pour travailler au barrage de l'Aigle dans le Cantal. Il participa à la réorganisation clandestine de la CNT-AIT pendant l'occupation, en novembre 1941 il était membre du Comité de relations de la CNT-AIT du barrage. Lors du plenum clandestin tenu à Mauriac en juin 1943, il fut nommé comme secrétaire du comité de relations du MLE en exil dont les autres membres étaient J. Berruezo et J. German. Son fils José Asens Valera était l'un des 75 espagnols intégré dans une compagnie du Bataillon Didier au barrage de l'Aigle.

logement et sécurité. Cette relation doit-elle continuer à titre individuel – pour ne pas dévoiler l'existence d'une organisation - ou au contraire d'effectuer de manière semi-officielle ?

De même la solidarité avec les réfugiés doit-elle s'étendre à tous les espagnols, sans considération de leur affiliation idéologique ? Autrement dit, quelles doivent être les relations avec le Parti Communiste et ses membres ?

Toutes ces questions sont renvoyées pour discussion aux groupes locaux, qui feront remonter leur opinion. Les prochaines circulaires donneront la synthèse des réponses à ces questions.

COMMISSION LOCALE DU BARRAGE DE L 'AIGLE - CIRCULAIRE N ° 2

Compagnon :

Un peu plus d'un mois depuis notre première circulaire, nous reprenons la plume pour garder le contact avec toi, te faire connaître les résultats de nos travaux afin que, discutés au sein de ton Groupe, ils puissent être approuvés ou rejetés dans la prochaine réunion que cette commission aura avec les délégués du groupe, que vous nommerez définitivement.

RAPPORT DES TRAVAUX RÉALISÉS

Premièrement. — Récupération des compagnons

Actuellement, environ 80 compagnons ont se sont manifestés pour accepter la responsabilité d'être organisés. Il y a d'autres camarades qui pourraient nous rejoindre, mais à cause de leur manque de caractère, il nous semble dangereux de les accueillir jusqu'à ce que nous ayons mieux structuré la défense du Mouvement.

Deuxièmement. — Groupes organisés.

l'ingénieur Decelle, âme des activités clandestines de la Résistance française du Barrage. Par ailleurs Decelle fut toujours extrêmement loyal et humain avec les espagnols, les considérant au même titre que les ouvriers français et s'assurant qu'ils disposent eux aussi du ravitaillement, de vêtements d'hiver et de chaussures.

Il y a le groupe Laferrière, qui contrôle les camarades isolés de Valette, Spontour et Las Combes, celui de Soursac et ceux de Mauriac, de Chalvignac et du Barrage

Troisièmement. — Relation avec le Conseil [National]

Malgré les nombreux efforts et la correspondance soutenue avec d'autres noyaux regroupant de nombreux de compagnons⁵, personne n'a la moindre idée de l'endroit où sont les membres [du Conseil National]. Pensez-vous qu'il soit opportun pour nous d'envoyer des délégués vers les groupes de compagnons susmentionnés afin qu'ils puissent s'organiser et voir comment entrer en contact avec le Conseil ou créer un organe qui relie tous les libertaires et confédérés en exil ?

Quatrièmement. - Pensez-vous qu'il serait utile de payer 10 francs par mois de cotisation, dont le maximum possible servirait à aider les compagnons [restés] dans les camps et qui en font la demande directement ou bien par l'intermédiaire d'autres compagnons ?

Cinquièmement. – un membre de cette Commission a rencontré, à titre personnel, des relations qui peuvent servir à "camoufler" des collègues persécutés ou qui ont besoin de travail, pensez-vous qu'il est souhaitable que ces relations se poursuivent sur un plan privé ou bien semi-officiel ?

Sixièmement. - Pouvons-nous étendre cette occasion de solidarité aux autres exilés, appartenant à n'importe quelle organisation ou parti ?

Confiants que vos délégués parviendront à des accords sur nos objectifs et à de nouvelles suggestions pour normaliser le rythme de notre organisation bien-aimée.

Avec nos salutations libertaires.

Pour la Commission, José Germán

L'Aigle, janvier 1942.

Note: La Commission a convenu qu'un de ses membres se déplacera avec la circulaire parmi les groupes pour contrôler sa diffusion et donner des éclaircissements s'il y a de la place.

⁵ Notamment dans les mines d'Alès dans le Gard et d'autres chantiers dans le Sud., tels le Barrage de Laroquebrou ou le Barrage de La Maronne

QUELQUES PORTRAITS D'ANARCHISTES ESPAGNOLS DU BARRAGE DE L'AIGLE

Une liste de portraits d'anarchistes espagnols du chantier du barrage de l'Aigle, établie d'après les sites <https://www.xaintrie-passions.com/> et <http://militants-anarchistes.info/>

Inocente ABAD GARCIA

Fuentenebro (Burgos), 4 juillet 1912 – Brive (Corrèze), 23 mars 1990

Inocente Abad Garcia avait émigré très jeune en Catalogne où en 1932 il travaillait aux mines de potasse de Manresa et adhérait à la CNT-AIT. Mis sur une liste noire patronale à la suite de son activisme il était obligé d'abandonner Manresa puis Sallent. Pendant la guerre civile il a été milicien dans la Colonne Tierra y Libertad et a combattu à Tolède, Madrid et en Aragon. Exilé en France le 12 février 1939 il a été envoyé dans une compagnie de travailleurs à l'arsenal de Rennes où il travaillera jusqu'à l'arrivée des allemands. Il rejoint ensuite le barrage de l'Aigle (Cantal) où se réorganisait la CNT. Arrêté par les allemands pour ses activités dans la résistance, il fut emprisonné et torturé.

A la libération Inocente Abad Garcia s'installait à Brive où il formait un foyer avec Antonia Arturia et militait à la FL de la CNT en exil jusqu'à son décès survenu dans cette ville le 23 mars 1990.

José, Blas ASENS GIOL

Porrera (Tarragone), 11 juillet 1900 – Seynod (Haute Savoie) 4 juin 1985



José Asens Giol était au moment du coup d'état franquiste du 18 juillet 1936, le secrétaire de la Fédération Locale (FL) de la CNT-AIT de Barcelone et membre du Comité régional (CR) catalan. Le 17 juillet 1936, au nom de la FL et du CR, il avait fait partie avec Durruti de la délégation qui s'était rendu au siège de la Généralité pour y réclamer en vain la distribution d'armes. Le 21 juillet, lors du plenum régional qui suivit l'écrasement des militaires insurgés, il fut nommé avec Durruti et J. Garcia Oliver comme délégué de la CNT au Comité central des milices antifascistes. Puis il fut le secrétaire du Comité central des patrouilles de contrôle de Barcelone et dont il fut l'organisateur avec A. Fernandez.

Manuel « Arturo RUSINOL MAURI » RODRIGUEZ URENA

La Cañada de Calatrava (Ciudad Real), 5 septembre 1916 – Espinasses (Hautes-Alpes), 11 décembre 1985

Exilé en France lors de la *Retirada*, Manuel Rodriguez Ureña, qui avait notamment combattu à Guadalajara, avait été affecté à une Compagnie de travailleurs étrangers au barrage de l'Aigle (Cantal). Il était le gendre de José Berruezo.

Il était en 1945 le secrétaire de la régionale n°3 (Cantal-Auvergne) de la CNT-AIT en exil. Il en fut le délégué lors du plenum de régions tenu en août 1946.

En décembre 1947, il fut envoyé, sous l'identité de Arturo Rusiñol Mauri en Espagne à Saragosse pour organiser un réseau de passage et préparer un attentat contre le général Franco. Il y monta rapidement une société de transports couvrant ses activités clandestines. Lors du congrès clandestin de la CNT-AIT qui se tint en 1948 à la Cité universitaire de Madrid, il fut un des délégués de la régionale aragonaise.

Manuel Rodríguez Ureña a été arrêté lors des rafles d'août 1948 où seront emprisonnés 27 militants libertaires à Saragosse. Il sera violemment battu par la police qui lui perforera un poumon. Traduit devant le conseil de guerre réuni le 15 juin 1949 à Saragosse contre ces militants – dont Luciano Navarro Alegre, José Gonzalez Feijoo, Gregorio Betored Ade, José Medina Royo, Ignacio Langarita, Pedro Randa Yus - , Manuel Rodríguez Ureña a été condamné à douze ans et un jour de prison. En 1950 il était interné à Cuellar.

Après sa libération il était passé en France où en 1958 il résidait dans les Hautes Alpes à Espinasses et collaborait à la presse libertaire de l'exil dont *Espoir* et *Cenit*.



*Maquisards anarchiste
espagnols
du barrage de l'Aigle*

Le travail d'organisation se poursuit. D'autant plus qu'au printemps 1942, arrivent au barrage de nombreux réfugiés fuyant les persécutions de la Gestapo, refusant d'être envoyés en Allemagne pour collaborer à l'effort de guerre. Le barrage de l'Aigle, isolé, constitue pour beaucoup un lieu de refuge idéal. La troisième circulaire s'ouvre sur un rappel des précautions nécessaires avant toute admission de nouveaux affiliés à l'organisation : « *Les documents d'identité sur lesquels étaient écrit « réfugié Espagnol » représentaient pour la gestapo davantage une accusation, une dénonciation qu'une identité...Les camarades essayaient d'éviter les contrôles en descendant des trains dans les petits villages et marchaient à pieds pour aller aux rendez-vous prévus . Ils emportaient un pique-nique préparé avant le départ...dormaient dans des lieux sûrs, chez des compagnons ou à la belle étoile...».*

En mars 1942, en absence de signe de vie du Comité National, le réseau du barrage de l'Aigle décide de se nommer « mouvement libertaire CNT en France » et d'intensifier ses contacts avec les autres noyaux dispersés sur le territoire français, pour reconstituer une organisation nationale.

L'ensemble des groupes décide en Mars 42 que les contacts avec la résistance française sont maintenus à titre « privé », pour ne pas exposer l'organisation.

Enfin la solidarité sera étendue à tout réfugié, quelle que soit son affiliation idéologique, montrant ainsi que l'attachement des compagnons aux idéaux anarchistes d'Égalité et de Fraternité est supérieur aux considérations partisans et sectaires. Toutefois, la circulaire numéro 3 mentionne que des confrontations avec les Communistes sont à prévoir dans le futur, ceux-ci essayant aussi de se réorganiser bien qu'ils soient moins nombreux que les cénétistes.

M.L. — C.N.T. en France. Commission locale du Barrage de l'Aigle.
CIRCULAIRE N°3

Chers compagnons, ceci pour vous informer du résultat de la réunion de cette Commission avec les délégués du Groupe et des accords conclus, qui sont les suivants :

Premièrement. — Soutenir le développement de l'organisation.

- a) Prendre des précautions pour les nouveaux venus.
- b) Avoir la discrétion la plus absolue sur les détails qui pourraient coûter cher. La Gestapo veille ; chaque compagnon et chaque comité a la confiance

nécessaire pour remplir les objectifs de sa mission, à la fois responsabilité et confiance absolues.

Deuxièmement. — À compter de maintenant, chaque réunion de groupe sera suivie par un délégué de la Commission locale. Il ne sera connu que des délégués du groupe, et nommé par eux.

Troisièmement. — La cotisation est fixée à 10 francs et la forme de solidarité telle qu'indiqué dans la circulaire n ° 2, c'est-à-dire par proposition directe, est acceptée.

Quatrièmement. — Vu la difficulté de former des comités pour chaque branche, nous décidons de nous nommer « Mouvement Libertaire — CNT en France ».

Cinquièmement.— Il est décidé d'envoyer des délégués dans d'autres noyaux militants et la Commission est habilitée à utiliser les compagnons appropriés comme liens vers les noyaux indiqués afin qu'ils s'organisent dans le même sens que nous, c'est-à-dire trouver ou donner forme à un organisme national.

Sixièmement. — Il est convenu d'utiliser les relations du compagnon sur un plan personnel, les étendant à tous les compatriotes qui en ont besoin sans distinction de parti ou d'organisation.

Comme vous le verrez, pour notre part, nous faisons de notre mieux pour donner le plus tôt possible corps à une série d'organisations de noyau qui nous permettra d'e nous confronter sur le plan national avec des organisations exilées qui avec moins de force que nous commencent néanmoins à montrer des signes de vie, comme le Parti Communiste avec ses deux soldats et son caporal.

Nous promettons de faire honneur à la confiance que vous nous accordez

Pour la Commission, José Germán
L'Aigle, mars 1942.

La circulaire suivante, d'octobre 1942 donne des signes d'enthousiasme quant au travail réalisé : même si il s'agit toujours de rester discret sur les activités entreprises, on apprend que des contacts sont noués avec plusieurs groupes dans le Sud, d'Alès aux Pyrénées en passant par Toulouse et la Corrèze. A tel point qu'une réunion du réseau est envisagée, pour tracer une feuille de route.

Le problème de la confrontation avec les communistes espagnols se précise : ceux-ci se lancent dans une opération de charme envers les anarchosyndicalistes pour essayer de les faire venir à la réunion constitutive de l'Union Nationale Espagnole. Cette organisation, émanation directe du parti communiste espagnol

Gregorio USON ARA

Angues (Huesca), ? – ?

Gregorio Uson Ara militait dans les années 1930 à la CNT d'Angües (Huesca). Dès le coup d'état franquiste de juillet 1936, il avait été membre du Comité révolutionnaire local, puis milicien. Selon A. Martin Soriano, il aurait été emprisonné à la fin de la guerre à Huesca.

Peut-être s'est-il évadé ou bien serait Exilé en France lors de la *Retirada*, toujours est-il qu'il avait ensuite été affecté à une Compagnie de travailleurs étrangers au barrage de l'Aigle (Cantal).

Antonio GONZALEZ GONZALEZ

Peñaflor (Asturies), 5 février 1917 – Riom (Puy de Dôme), 1969



Exilé en France lors de la *Retirada*, Antonio Gonzalez avait été interné au camp d'Argelès et sans doute enrôlé dans une Compagnie de travailleurs étrangers. Fait prisonnier lors de l'offensive allemande du printemps 1940, il aurait été envoyé en Allemagne et se serait évadé d'un camp (ou d'un stalag ?), puis, après avoir traversé le Rhin à la nage s'était réfugié dans la région de Florimont (Moselle) où il travailla quelque temps.

Par la suite il gagna le Massif Central et arriva en 1943 à Salers où il épousa une réfugiée espagnole. Il fut affecté à une Compagnie de travailleurs étrangers au barrage de l'Aigle (Cantal) puis rejoignit le Bataillon Didier.

Après la guerre, Antonio Gonzalez Gonzalez travailla à câblerie de Riom (Puy de Dôme). Père de 4 enfants, il est décédé à Riom en 1969 d'un cancer du poumon.

Selon ses enfants c'était "un homme d'une douceur extrême, taiseux, n'ayant jamais fait étalage de ses actions".

F.F.I. - O.R.A.

BATAILLON DIDIER
BARRAGE de l'AIGLE
(Cantal)

A T T E S T A T I O N

En application du décret N° 50-358 du 21 Mars 1950,

Vu la loi N° 49-418 du 25 Mars 1949, relative au Statut et aux
Droits des Combattants Volontaires de la Résistance,

Les soussignés,

DECELLE André, ex-Commandant DIDIER
Né le 29 Juillet 1910 à PONT-à-MOUSSON (Meurthe et Moselle)
Domicilié à MARSEILLE (B.D.R.) - ELECTRICITE de FRANCE - Région d'Equipement
Hydraulique ALPES III, Avenue de Harveyre (Prado)

et

WALTHER Roger, ex-Lieutenant VALENTIN
Né le 12 Juillet 1914 à BESANCON (Doubs)
Domicilié à AIX-en-PROVENCE (B.D.R.) - ELECTRICITE de FRANCE, Arrondissement d'AIX
Clos les Tilleuls, Avenue d'Indochine

certifient sur l'honneur que :

Monsieur **ESCORIZA Martinez Jean** Pseudo
né le **27 Octobre 1917** à **OLULA - ALMERIA (Espagne)**
domicilié à **OLÉNY 44 ARGENTAT (Corrèze)**
a appartenu au Mouvement de Résistance O.R.A. Bataillon F.F.I. du barrage de l'AIGLE
du **2 JANVIER 1943** au **10 DECEMBRE 1944**
ACTIVITE DANS LA RESISTANCE (Citer et décrire ici, de manière très détaillée et
circonstanciée, dans l'ordre chronologique, avec dates
et durée, les divers actes caractérisés de résistance accomplis par l'intéressé,
avant le 6 Juin 1944 :

- Camouflage véhicules et armes de l'Armée d'armistice (Région
Militaire de CLERMONT - Commandant ROUSSILHE)
- Parachutages du Groupe de MAURIAU, notamment en AOÛT 1943
NOVEMBRE 1943
DECEMBRE 1943
- Missions clandestines diverses en vue de la mobilisation

A PARIS le 19 Mars 1954

Visa du Liquidateur National
du Mouvement de Résistance

signé : signé :
A. DECELLE R. WALTHER

*Je soussigné, Général d'Armée
Régions, chef et liquidateur national
du Mouvement O.R.A. certifie sur l'honneur,
exactitude des faits rapportés ci-dessus.
Paris le 24/3/1954.*

voulait apparaître vis à vis de la Résistance française et des Alliés, comme l'unique représentant de l'exil et de la Résistance espagnole. La présence de la CNT lui était donc absolument nécessaire pour être crédible. Toutefois, c'est de la part des compagnons un refus, en terme diplomatique certes, mais un refus clair et net.

CIRCULAIRE N°4

Aux compagnons de tous les groupes,

Par les délégués, vous avez été informés du développement de notre mandat et de nos activités de ces derniers temps.

Nous avons eu de la chance pour l'un des mandats dont vous nous avez chargé : nous avons réussi à réveiller l'enthousiasme dans plusieurs noyaux militants, ce qui fait honneur à l'esprit combatif de la C.N.T. et du mouvement libertaire...Partout, organisé comme nous le proposons ici au barrage de l'Aigle, des groupes se constituent au Barrage de Laroquebrou (Cantal) et de Maronne (Corrèze), dans les mines d'Alès (Grand Combe) dans le Gard, ainsi que dans une phase embryonnaire différents groupes des Pyrénées et de la région de Toulouse.

Nous avons tenu une réunion de ces groupes, dans laquelle nous nous sommes chargés d'étudier la façon de préparer une réunion à laquelle assisteraient des délégués de tous les noyaux organisés, pour décider du plan à suivre au niveau national, puisque malheureusement le Conseil ne donne pas de signe de vie malgré les efforts de tous les compagnons.⁶

Il nous a été proposé par les communistes d'assister à une réunion à Grenoble pour constituer une Union Nationale [espagnole], avec de nombreux points essentiels sur lesquels nous sommes en désaccords.

Ils nous ont dit qu'y assisteront des délégués de tous les partis, y compris de la CNT.

⁶ Les militants apprendront plus tard que les membres du Conseil sont emprisonnés, en résidence surveillée ou soumis au travail obligatoire. Le Conseil national continuait de son côté, depuis le camp du Vernet d'Ariège, ses activités, tenant également d'animer de son côté un réseau de relation, avec la difficulté qu'il était sous la surveillance directe et constante de la police de Vichy, contrairement aux réseaux du Cantal. Cf. le rapport de la Police française sur le Mouvement Libertaire espagnol plus loin.

De notre côté, pour voir de quoi il s'agit, nous avons promis d'y aller sur un plan purement informatif, mais ils nous ont proposé de rédiger au préalable un manifeste départemental de l'Union nationale, ce que nous avons refusé.

Joint à cette circulaire, le délégué de la Commission apportera le livre administratif pour que vous puissiez vérifier que, malgré les frais de gestion et de communication, plus de 80% [des cotisations] est destiné à la solidarité.

La Commission s'est accrue d'un troisième compagnon, nommé par les délégués.

Nous espérons que vous analyserez avec sérénité notre gestion, pour manifester concrètement que le délégué du groupe puisse parler en votre nom de tous les questions [abordées ici], et de celles que vous pourriez présenter,

Salutations libertaires,

Pour la Commission, Jose Germán, l'Aigle, octobre 1942»

La préparation de ce « plenum national » va occuper la Commission et les groupes durant des mois tant il y a de difficultés à résoudre dans le contexte de l'occupation. L'objectif à terme n'est rien de moins que de réactiver le Mouvement Libertaire et coordonner ses actions pour lutter contre le régime du général Franco et envisager l'après franquisme : « Depuis le début de l'exil, dans la plupart des réunions, les militants exposaient librement leurs opinions, la Commission se limitant à faire des synthèses et à les faire connaître à l'ensemble des comités et fédérations locales ».

Finalement, c'est le 6 juin 1943 que se tient cette réunion de grande envergure, avec des délégués des groupes du Sud de la France.

La réunion se tient dans l'appartement-atelier de Dositeo Fernandez qui se trouve ... dans l'enceinte de la gendarmerie de Mauriac ! En fait ce compagnon, s'il exerce l'activité de mineur en France, était cordonnier quand il était en Espagne. En cette période de pénurie de tout et notamment de chaussure, les cordonniers ne manquent pas travail. Il continue donc de pratiquer le soir après le travail. Nombreux sont les membres de la colonie espagnole qui viennent chez lui pour faire réparer leurs chaussures. Aussi les gendarmes ont l'habitude de voir son atelier occupé de petits groupes d'espagnols qui en attendant que la réparation soit terminée papotent entre eux ... Pour les délégués qui sont venus de loin, impensable qu'ils dorment dans un hôtel où ils devraient remplir des fiches de police et décliner leur identité, ce qui attirerait l'attention. Ils sont hébergés discrètement chez des compagnons le temps de la réunion.

Juan Escoriza Martinez, qui appartenait au Bataillon Didier (FFI) du barrage, dépendant de l'Organisation de Résistance de l'armée (ORA), a participé à plusieurs opérations et notamment à des "camouflages dans la région de Clermont de véhicules et d'armes de l'armée d'armistice", à la récupération de plusieurs "parachutages pour le groupe de Mauriac" - notamment en août, novembre et décembre 1943 - et à diverses "missions clandestines en vue de la mobilisation". Il participa aux combats de la Libération et fut "démobilisé" le 10 décembre 1944 (cf. Attestation du Bataillon Didier, FFI-ORA).

Après-guerre, il continua de travailler dans la construction de nombreux ouvrages (barrages de la Dordogne, barrage de Monteynard en Isère, Voulglans dans le Jura, Centrale nucléaire de Chooz). Il était installé à Marignane. En 1975, miné par la silicose, il prit sa retraite. Juan Escoriza Martinez est décédé à la polyclinique d'Aix-en-Provence le 14 décembre 1980, sans avoir revu l'Espagne.

Son fils, Rolland, est né à Mauriac le 13 juin 1945.



José HERNANDEZ PEREZ

Lorca (Murcie), 17 novembre 1901 – Mulhouse (Haut Rhin), 18 août 1986



José Hernandez Pérez avait adhéré au syndicat CNT-AIT du métal de Barcelone où il avait émigré depuis son enfance.

Exilé en France après la guerre civile, il a participé, pendant l'occupation à la résistance dans les maquis du Cantal (barrage de l'Aigle, compagnie espagnole du Bataillon Didier) puis de Corrèze. Après la guerre il a milité à la FL-CNT de Mulhouse. José Hernandez Pérez est mort le 18 août 1986 à Mulhouse où il a été incinéré.

Son frère cadet Juan Hernandez Perez était également un militant libertaire et avait participé à la clandestinité à Barcelone sous le franquisme.

Juan « Alcántara » ESCORIZA MARTINEZ

Olula de Castro (Almeria), 27 octobre (ou novembre) 1917 – Aix-en-Provence, 14 décembre 1980

Emigré avec sa famille en 1917 à Puigcerdá (Géronne), Juan Escoriza Martinez y avait adhéré à la CNT-AIT et à la FAI. Lors du coup d'état franquiste de juillet 1936 il s'était enrôlé comme milicien dans la Colonne Durruti.

Exilé en France lors de la *Retirada*, il figurait dès le 9 février 1939, sur une liste de militants recherchés établie par la Direction de la Sureté nationale. Il fut interné aux camps de Saint Cyprien puis d'Argelès avant d'aller travailler dans une Compagnie de travailleurs étrangers au barrage de Saint Cirgues La Loutre, de 1941 à 1946. Arrêté par les allemands en 1943, il fut transféré à Brive puis déporté pour l'Allemagne. Il parvenait à s'évader du train et rejoignait le maquis du barrage de l'Aigle, sous le nom de guerre de Alcántara.



Maquis Barrage de l'Aigle :
Juan Escoriza
(à droite en chemise blanche)

« Cette première réunion, avec la mise en route du mouvement confédéré soulève l'enthousiasme au barrage, une joie inespérée...un réveil joyeux et encourageant après le pessimisme provoqué par l'isolement. Non, la CNT n'est pas morte ! Elle dormait depuis trois ans et il a suffi d'un coup de pouce pour la réveiller et la mener à la pointe du combat... ».

Les thèmes abordés portent sur l'analyse de la situation, la solidarité, la réorganisation du mouvement, le lien avec l'intérieur et l'après franco, les relations avec le Parti Communiste et avec la Résistance :

- La situation politique en France dorénavant entièrement sous le contrôle de l'armée allemande,
- L'organisation de la résistance française,
- Le problème du Parti communiste espagnol est posé : « Comment faire face à cette organisation qui s'appuie sur son homologue française ? L'Union Nationale Espagnole (U.N.E.) s'efforce d'apparaître comme la seule représentante de l'émigration républicaine et recrute sous la contrainte des réfugiés isolés... »,
- La vie difficile de milliers de compatriotes toujours dans les camps de concentration d'Occitanie interpelle les militants : « Comment aider ceux qui ont été enrôlés de force dans les compagnies de travail (CTE) avec un salaire de misère et menacés d'internement en camp disciplinaire s'ils se plaignent ». Face à cette situation le plenum décide d'augmenter les cotisations des affiliés pour permettre une plus grande solidarité,
- La tragique situation des camarades restés en Espagne, le présent et l'avenir du peuple espagnol : « Comment établir un contact direct avec les compatriotes de l'intérieur ? Comment se présentera la C.N.T. quand tombera Franco ? » Les *compañeros* pensent alors que la chute des dictatures allemande et italienne provoquerait celle du Caudillo...

Plusieurs décisions importantes vont engager la nouvelle organisation confédérale, et notamment l'appel à sauvegarder l'unité libertaire qui seule permettra de faire face notamment aux Communistes, avec au sein de la nouvelle organisation, la représentation des diverses branches : CNT-AIT, FAI et Jeunesses Libertaires.

D'un point de vue organique, le plenum approuve la proposition de la Commission du barrage de créer le « Comité de Liaison du Mouvement libertaire espagnol en France ». Son nouveau Secrétariat général est fixé au

barrage de l'Aigle, compte tenu du travail qui s'y est déjà accompli depuis près de trois ans et des relations bien engagées avec la résistance française.

Concernant ce dernier point, la résistance française s'activant de plus en plus sur tout le territoire, le plenum est amené à décider l'intensification des relations avec la résistance française de manière à faire connaître et reconnaître la CNT-AIT comme représentative de l'émigration espagnole confédérée et libertaire, la force qu'elle représente et l'aide qu'elle pourra amener le moment venu

Enfin le plénum décide de l'établissement de contacts préliminaires avec toutes les tendances de l'émigration espagnole antifasciste – à l'exception des Communistes - pour la création d'une Alliance Nationale des Forces Démocratique (ANFD), destinée à faire contrepoids à l'UNE.

A l'automne 1943, tout le Massif Central est bien en pleine effervescence cénétiste : un tract est diffusé de la main à la main parmi les réfugiés espagnols pour porter la bonne nouvelle et inciter les militants isolés ou les groupes non fédérés à se rallier « *Toutes les fédérations locales sont fédérées dans chaque département dans des comités départementaux respectifs, eux-mêmes fédérés au niveau régional. Dans un endroit en France des militants de plusieurs départements se sont réunis et ont fait renaître l'organisation. Quand le sommet échoue, la base se bouge, agit et œuvre ! C'est toujours ainsi et c'est vrai dans le cas présent comme avant* » Ce tract finit par arriver dans les mains du Parti Communiste Espagnol qui est saisi de stupeur : ils étaient persuadés que la CNT-AIT n'avait pas survécu à la défaite de la Révolution et à l'exil, et que ses capacités d'organisation étaient anéanties...

La croissance de l'organisation est telle que se pose alors le problème des lieux de réunion, du secrétariat. La situation géographique du barrage devient trop isolée, excentré et éloigné des Comités locaux de plus en plus nombreux partout en France. De plus la région, très enclavée, est de moins en moins sûre du fait des actions des maquis du Limousin en particulier. Un deuxième plénum est convoqué, en octobre 1943, à Tourniac (toujours à proximité de la base du barrage), pour traiter de la lutte à mener en France puis en Espagne.

40 délégués de plus de 20 départements sont présents. La sécurité est assurée grâce à appui de la Résistance française. La décision est prise de transférer le secrétariat du Mouvement libertaire en exil à Montpellier.

La réunion analyse l'échec de la Révolution de 1936 : « *La révolution en Espagne est la première dans l'histoire du mouvement libertaire...Les résultats insuffisants sont dus en particulier à la situation de guerre avec une partie de l'Espagne dominée par les militaires, au fait d'avoir dû faire face à toutes les*

avait gagné Barcelone où il milita à la Fédération Ibérique des Jeunes libertaires (FIJL) de Sans et s'enrôla dans la Colonne Durruti où, après la militarisation, il eut le grade de lieutenant.

Exilé en France lors de la *Retirada*, il fut interné dans divers camps. En 1942 il se serait évadé du camp du Barcarès pour gagner Perpignan, Toulouse puis Paris. Mais selon d'autres sources il pourrait avoir rejoint (ou avoir été affecté) à une Compagnie de travailleurs au barrage de l'Aigle (Cantal) où en 1944 il était l'un des 75 membres de la Compagnie espagnole du Bataillon Didier qui participait à la libération de la Région.

Après la guerre il continua de militer en région parisienne où il décédait le 21 août 1979 à Pavillon-sous-Bois.

Juan RODRIGUEZ CAPARROS

Exilé en France lors de la *Retirada*, Juan Rodriguez Caparros, père de deux enfants, avait ensuite été envoyé dans une Compagnie de travailleurs étrangers au barrage de l'Aigle (Cantal). Son épouse Juana Guillon Rodriguez et au moins un de ses enfants résidaient à Laferrière de Tourniac.

Après la Libération il résida à Montclair de Quercy et milita à la FL-CNT de Montauban. Il était ensuite allé à Toulouse.

Pedro Garcia GARRIGO



La sœur de Pedro Garcia Garrigo, Dolores, était domiciliée rue d'Amont, La Roquebrou (Cantal)

Pedro Garcia Garrigo en 1944

Ginés HERNANDEZ PAGAN

Sa compagne Ana Hernandez et leur enfant étaient domiciliés Compagnie Saint Giron à Espinet, La Roquebrou, Cantal.

libertario et des groupes de défense confédérale. Après le coup d'état franquiste de juillet 1936 il fut milicien dans la Colonne Durruti puis retourna à l'arrière pour participer à la collectivisation des boulangeries de Barcelone. En 1937 ou 1938 il réintégra la 26ème Division (Colonne Durruti) jusqu'à la *Retirada* de février 1939 où il interné dans divers camps en France. Il fut affecté à la Compagnie de travailleurs étrangers au barrage de l'Aigle (Cantal). En 1944 il y fit partie des 75 membres de la compagnie espagnole du Bataillon Didier (FFI) qui participa à la libération de la région.

Après la Libération il fut membre de la FL-CNT de Graulhet (Tarn) puis milita à celle de Toulouse jusqu'à son décès en mars 1986.

Antonio HEREDIA VICO et Maria FANNE

Province de Grenade en 1906 – Givors (Rhône), 24 juillet 1980

Après une enfance passée à Madrid, Antonio Heredia Vico était parti en 1928 pour Barcelone où il avait adhéré au syndicat CNT-AIT de la santé. Exilé en France lors de la *Retirada*, il fut interné au camp de Saint Cyprien puis enrôlé dans une compagnie de travailleurs étrangers où il fit partie pendant l'occupation et dès 1940 du noyau de la CNT du barrage de l'Aigle qui, autour de José Berruezo, participait à la réorganisation du mouvement libertaire espagnol en exil. Il habitait à Mauriac avec sa compagne Maria Fanne et leurs deux enfants.

Délégué au plenum tenu à Mauriac en juin 1943, il y fut nommé à la Commission de relations du MLE en exil, puis en septembre membre du premier comité régional clandestin de la CNT.

En 1944 il fut l'un des 75 membres de la Compagnie espagnole du Bataillon Didier qui participa à la libération de la région.

Après-guerre il a milité à la FL-CNT de Givors (Rhône). En 1945, après la scission de la CNT en exil, il était membre du sous-comité national de la tendance dite collaborationniste.

Antonio Heredia est retourné à Barcelone après la mort de Franco et a milité au syndicat CNT des transports maritimes et terrestres. Il est décédé à Castelldefels le 24 juillet 1980.

José « EI CARTAGENA » MARTINEZ REBOLLO

Carthagène, vers 1919 – Pavillon-sous-Bois (Ile de France), 21 août 1979

José Martinez Rebollo militait dans les années 1930 au syndicat CNT de la construction de Carthagène. Après le coup d'état franquiste de juillet 1936, il

puissances fascistes réunies contre nous. Comment alors donner satisfaction au peuple espagnol aspirant depuis longtemps aux changements...il manquait certainement un projet plus global. Par ailleurs, la politique sectaire du Parti Communiste a participé à affaiblir le mouvement révolutionnaire...nous étions en échec face à l'indifférence du monde qui ne comprenait pas que la tragédie espagnole était le premier acte de la tragédie universelle...nous avons été abandonnés par le prolétariat international... »

Une réflexion est menée par rapport à l'avenir, à l'unité du mouvement libertaire : « *La tournure des évènements nous indique que la phase finale de cette lutte gigantesque a commencé. L'avenir ne peut qu'être favorable à la cause de la liberté et du progrès...Pour que les principes pour lesquels nous luttons triomphent il est de notre devoir de faire face aux graves responsabilités qui sont les nôtres. Sommes-nous préparés ? Sans doute que non...mais pour aller de l'avant, il est essentiel de conserver l'unité du mouvement libertaire. Notre force réside dans cette union...Comme lors du 19 juillet 1936, il nous faudra agir sans accepter d'être dirigé par n'importe quelle organisation politique, mais cela pose un autre problème : si nous voulons intervenir dans la vie économique, politique, sociale et culturelle de notre pays, avec qui accepterons-nous de travailler sans trahir nos principes ? Quel sera alors le programme d'action du mouvement libertaire ? »...«*La fin de la guerre peut amener de nouvelles conditions favorables, pouvant aboutir à une situation révolutionnaire...La CNT doit être alors présente pour provoquer la révolution, l'orienter et la diriger, avec un vrai programme d'action...Nous pouvons dans tous les cas influencer les évènements... »**

La police française et la Gestapo bernés par des ouvriers et des parias

L'organisation, en pleine occupation, d'un groupe clandestin, tenant des réunions des dizaines de personnes, venant de différents départements, et de plus à l'initiative d'étrangers considérés comme « ennemis de l'intérieur » présentait un risque mortel.

Se faire attraper par la Police française, c'était prendre le risque d'être traduit immédiatement devant les funestes « cours spéciales » instituées par la loi du 14 août 1941 « *réprimant l'activité communiste et anarchiste* ». La circulaire du 23 août 1941 qui accompagne la loi créant ces tribunaux d'exception spécifie que « *la section spéciale peut infliger pour n'importe quelle infraction une peine pouvant aller jusqu'à la peine de mort* ».

Se faire prendre par la Gestapo, c'était le risque de subir la torture et de se faire expulser en Espagne où - dans le meilleur des cas - les attendaient la police et les bagnes franquistes. Certains réfugiés furent purement et simplement fusillés, tel Juan Peiró : arrêté par la Gestapo en 1942, il est remis aux autorités franquistes qui le fusillent le 24 juillet 1942 à Paterna (Valencia, Espagne).

Les compagnons n'étaient pas des super héros. Il était fréquent d'entendre dans leur rang l'expression d'une peur sincère : « *Attention de ne pas tomber dans un piège où s'écroulerait tout ce qui a été fait jusqu'à présent* ». Mais l'audace de la jeunesse de la plupart des *compañeros* était balancée par l'expérience militante qu'ils avaient acquise de façon accélérée pendant les 3 ans de Révolution et de guerre en Espagne.

L'application de consigne de stricte discrétion, l'absence de toute visibilité et de revendication, permit aux compagnons de « passer sous les radars ». Ils peuvent même tenir leur premier Plénum dans un logement situé dans une gendarmerie ! En effet, comment des braves pandores pourraient imaginer que ces étrangers pouilleux venus faire réparer leurs chaussures trouées sont en fait en train de tenir un congrès de réorganisation d'une organisation anarchiste considérée comme terroriste ?

Car un des facteurs qui les a certainement protégé c'est la psychologie de leur adversaire, que ce soit la Police française ou la Gestapo : ces institutions, structurées par des principes autoritaires tels que la hiérarchie, l'obéissance, la centralisation, la chaîne de commandement, n'imaginaient certainement pas que des simples ouvriers manuels, le plus souvent mineurs ou terrassiers, vêtus de haillons, vivant la plupart dans une misère matérielle sordide, aient la capacité de s'organiser par eux-mêmes, sans chef, sans organisation centralisée, sans Etat-major d'où sortent verticalement des directives centrales à appliquer⁷. Les forces de répression, comme toutes les structures autoritaires (ce qui inclut aussi le Parti Communiste et les marxistes de toute obéissance) sous estiment toujours ce que Proudhon appelait « *la capacité politique des classes ouvrières* », ce qu'aujourd'hui nous désignons sous le concept d'autonomie ouvrière.

Dès 1940, sans attendre de directives centrales quelconques, ce sont donc ces quelques ouvriers sans diplôme ni autre qualification que leur expérience, qui

⁷ Au contraire, comme on le voit à la lecture des circulaires reproduites ci-avant, le Comité de réorganisation ne prend jamais de décision. Il se contente de renvoyer les questions aux groupes locaux, dont les décisions sont souveraines. Il a un fonctionnement fédéraliste, exact opposé du fonctionnement pyramidal et vertical des organisations centralisées.

Exilé lors de la *Retirada*, il avait été interné au camp de Saint Cyprien avant d'être envoyé travailler à Aynes dans la Cantal. Il habitait à Aynes avec sa compagne, Paquita. José Germán Gonzalez allait très vite se préoccuper de la reconstruction de la CNT en exil. Dès 1941 il était l'auteur des premières circulaires émises par la commission de réorganisation établie au Barrage de l'Aigle et dont étaient également membres José Berruezo Silvente et José Asens. Lors du premier plénum clandestin tenu à Mauriac le 6 juin 1943 il était nommé membre du Comité de relations où il était plus particulièrement chargé des contacts avec la résistance française. Nommé secrétaire du Comité régional en septembre au barrage de l'Aigle, il assistait comme délégué du Cantal au plénum tenu à Marseille en décembre 43. En mars 1944 il participait avec Juan Manuel Molina et Bernardo Merino à une importante réunion à Roanne avec les responsables de la Résistance. Secrétaire du Comité régional n°3, il participait en 1944 au plénum de Muret puis, après avoir été intégré au Bataillon Didier avec 74 autres compagnons (voir Juan Montoliu del Campo), aux combats pour la libération pour lesquels il sera décoré et nommé au grade de capitaine. Il collaborait au journal publié par la régionale du Cantal *Exilio* (Mauriac, 19 juillet 1944 à novembre 1947) ; ce journal, dont les huit premiers numéros furent clandestins était dirigé par Manuel Rico et Manuel Morey Blanch, était le premier titre édité en France par le MLE en exil.

En mai 1945 il participait au premier congrès tenu à Paris par la CNT en exil et y dénonçait « l'inefficacité du Conseil général du MLE ». Lors de la scission du Mouvement libertaire espagnol, il a sans doute été membre de la tendance dite collaborationniste. A la fin des années 1950 il émigrerait au Venezuela où dans les années 1970 il faisait partie de la tendance appuyant le journal *Frente Libertario* (Paris). José Germán Gonzalez est décédé au Venezuela le 7 janvier 1992.

Antonio LOPEZ ESPEJO et Alfonso LOPEZ ASTURIANO

Antonio Lopez Espejo, qui avait épousé Ana Asturiano laquelle était restée en Espagne, était au barrage de l'Aigle avec son beau-frère Alfonso Lopez Asturiano.

Pedro QUILES

Montalban (Teruel), vers 1906 – Toulouse (Haute Garonne), mars 1986

Pedro Quiles avait émigré à Barcelone où il avait adhéré au début des années 1930, dans le quartier de Gracia, au syndicat CNT-AIT de l'alimentation, section des ouvriers boulangers. Il était également membre de l'*Ateneo*

Délégué au plenum clandestin de Mauriac, le 6 juin 1943, il y avait été élu à la Commission de relations du Mouvement Libertaire Espagnol en France.

Après la libération, Agustin Galera Gonzalez travaillait comme mineur à La Grand Combe (Gard).

Jaime VIZCARRO FIBLA

Jaime Vizcarro Fibla habitait avec sa compagne Emilia Jimenez et leurs deux enfants à Aynes par Mauriac, Cantal.

Baltasar ROMEA ALADEN

Barcelone (Catalogne), ? – Paris, ?

Baltasar Romea Aladen avait été nommé conseiller municipal CNT-AIT de Reus pendant la Révolution de 1936. Exilé en France lors de la *Retirada*, il avait ensuite été affecté à une Compagnie de travailleurs étrangers au chantier du barrage de l'Aigle (Cantal) où il appartient au noyau clandestin de la CNT-AIT. En 1944 il fut l'un des 75 membres de la Compagnie espagnole (voir Juan Montoliu del Campo) du Bataillon Didier (FFI) qui participa à la libération de la région.

Il résida en région parisienne après la Libération et le 11 janvier 1948 avait été nommé avec Rosendo Monllor rapporteur à la Commission parisienne de la Solidarité internationale antifasciste (SIA) aux cotés de Juan Toledo (secrétaire), Pablo Rodriguez Escamilla (trésorier) et Feliciano Perpiñan (comptable).

José de LUNA ALBERT et Manuela OLEAGA

José de LUNA ALBERT habitait avec sa compagne Manuela Oleaga et leurs 3 enfants à Aynes.

Salvador FERNANDEZ FERNANDEZ et Juanita OLEAGA

Salvador FERNANDEZ FERNANDEZ, son épouse Juanita Oleaga et leur enfant habitaient à Aynes.

José et Paquita GERMAN GONZALEZ

Amposta (Tarragone), ? – Venezuela, 1992

José Germán Gonzalez, comme ses deux frères Adolfo et Armando, militait dans les années 1930 à la CNT de la *comarcal* d'Amposta (Tarragone). Pendant la guerre il a combattu dans la Colonne Durruti.

décident de se regrouper et d'agir, se sentant pleinement responsables de leur avenir et de celui de leur organisation, dans une situation d'exil, d'occupation !

Pendant ce temps, les yeux des forces de répression sont fixés sur les militants visibles, ceux dont les noms sont connus car ils avaient des activités publiques pendant la Révolution espagnole. Mis en camp ou aux arrêts dès leur passage en France en 1939, surveillés et fichés comme « terroristes » parfois dès 1938 – c'est-à-dire par la police Républicaine ..., ils sont l'objet d'une attention particulière comme le montre le rapport de Vichy sur le mouvement Libertaire Espagnol que nous reproduisons plus loin. Certains membres du Conseil National – Germinal DE SOUZA, Francisco ISGLEAS-PIERNAU, Valerio MAS CASAS et Pedro HERRA-CAMARERO sont alors internés au camp de concentration⁸ du Vernet d'Ariège. Jusqu'en 1941, ils réussissent à bernier la direction du camp, en jouant profil bas. Ils réussissent même à se rendre indispensable et à occuper des positions qui leur permettent de pouvoir circuler dans tout le camp et même d'en sortir. Ainsi dans le rapport qu'il adresse au Préfet de l'Ariège en janvier de 1942, le Directeur du camp du Vernet s'étonne : « *Ces internés ont certes conservés leur opinion politique mais rien jusqu'à présent n'a pu permettre de les suspecter de poursuivre avec l'extérieur leurs menées anarchistes.* ». Il n'empêche : des perquisitions menées chez des membres du Conseil national à Marseille ainsi que la découverte d'un centre de propagande anarchiste au Maroc parmi les exilés mettent en évidence « *de la correspondance émanant d'internés, correspondance ne portant pas le cachet du service de la censure du camp et postée à Pamiers.* » ... Le Directeur du camp, comprenant qu'il a été berné, décide immédiatement « *de leur faire réintégrer leur quartier et de retirer à ceux qui en étaient détenteurs la carte de circulation qui leur avait été délivrée.* ». Quant aux autres membres du Conseil en résidence en Dordogne et à Marseille, le rapport de la Police de Vichy nous apprend qu'ils « *ont été arrêté et mis à disposition du Tribunal Militaire permanent de la 17^e Division Militaire à Toulouse, sous l'inculpation de menées anarchistes portant atteinte à la sûreté extérieure de l'État, crime prévu par*

⁸ Nous utilisons ici la terminologie même de la République française puis de l'Etat français, et qui est la description factuelle de la fonction de ces camps. Si les camps d'internement n'étaient pas des camps d'extermination, ils en furent souvent le prélude. Le premier convoi de déportation de France est parti du camp du Vernet le 25 juillet 1940 – l'armistice avait été signé le 22 juin et Pétain s'étant vu attribuer les pleins pouvoirs le 10 juillet ... cf. <https://www.campduvernet.eu/blog/premier-convoi-de-deportation-de-france-parti-du-camp-de-concentration-du-vernet-d-ariege-le-25-juillet-1940.html>

l'article 80 du Code Pénal §2.⁹ ». Il n'est donc pas étonnant dans ces conditions que les compagnons de la Fédération du Barrage de l'Aigle aient perdu le contact avec le Conseil national à la fin de 1941 ...

On notera tout de même la bonne compartimentation, règle de base de la sécurité des structures clandestines, puisque jamais dans le rapport de Vichy de 42 sur la Mouvement Libertaire espagnol il n'est fait allusion aux activités du groupe du Barrage de l'Aigle, ni aux autres groupes qui s'activaient alors (Bordeaux, Béziers, Lyon, Toulouse, ...). Toute l'attention de la police se porte sur le Conseil national et l'activité dans les camps dont celui du Vernet, ainsi que sur le groupe des amis de Londres – dont Francisco Ponzán – sans toutefois qu'ils n'aient perçus à ce moment l'ampleur du réseau d'évasion mis en place par ces derniers.

Ce n'est qu'à l'été 44 que le groupe du barrage eut les alarmes les plus sérieuses de la part de la Gestapo. José Germán, qui effectuait de nombreux déplacements pour la liaison entre les différents groupes, fut inquiété à deux reprises par la gestapo et la police française. Il relate ces épisodes dans le journal « Notre barrage ». Il semble qu'il ait été pris dans des rafles indiscriminées, en qualité de réfugié espagnol. Grâce à ses faux papiers, la Gestapo ne put déterminer la véritable identité de leur suspect, alors qu'elle disposait depuis début 1944 d'une liste de membres de la Fédération Locale du Barrage de l'Aigle. La détermination et le calme de José Germán lui permirent de sortir de ces situations périlleuses. Mais tous ses compagnons ne connurent pas le même sort : 4 délégués qui devaient participer à une réunion plénière à Marseille à l'été 44 furent arrêtés par la Gestapo avant. Cependant ils ne parlèrent pas et la réunion ne fut pas découverte.

Les relations avec les communistes

« Les anarchistes espagnols, qui luttèrent sur deux fronts (contre la Gestapo et la police de Vichy), et une fois partiellement surmontés les dangers liés au regroupement des militants isolés dans tout le Sud de la France, durent faire face aux communistes qui étaient extrêmement dangereux, ne renonçant pas à leurs efforts pour devenir les maîtres absolus de la situation. »

⁹ C'est ce même article du code pénal qui sera utilisé ensuite contre les militants anticolonialistes et indépendantistes dans les années 50
https://www.lemonde.fr/archives/article/1952/05/08/l-article-80-du-code-penal-reprimant-les-atteintes-a-la-surete-de-l-etat-sera-applicable-aux-territoires-de-l-union-francaise_1992180_1819218.html

En 1948 il était domicilié chez Mme Puddu, Barrage de l'Aigle à Aynes. Il était membre de la FL-CNT et était chargé d'obtenir la carte d'ancien FFI aux anciens volontaires du Bataillon.

Ricardo et Antonio ROMAN CUERVA

Grenade (Andalousie), ? – ?

Originaire d'Andalousie, Ricardo Cuerva était resté à Grenada alors que son frère Antonio avait émigré en Catalogne.

Antonio Roman Cuerva militait à la CNT-AIT du quartier de Vallcarca (Barcelone) où il travaillait dans une cimenterie. Exilé en France lors de la *Retirada*, il fut envoyé dans une compagnie de travailleurs étrangers dans le Cantal. Pendant l'occupation allemande, il était membre du noyau CNT du Barrage de l'Aigle et, en 1942, était responsable des relations avec les compagnons des régions d'Aurillac, des mines de Laroquebron (Cantal) et de La Maronne (Corrèze). Lors du plenum clandestin tenu en 1943, il fut nommé au Comité de relations du ML-CNT.

En 1944 il était, avec son frère Ricardo Roman Cuerva, l'un des 75 membres de la Compagnie espagnole du Bataillon Didier (FFI) qui participait à la Libération de la région.

Francisco VALENTIN BLASIO

Valence, ? – ?

En 1944 il était membre du Comité régional CNT-AIT comme secrétaire à la jeunesse (FIJL).

Agustin GALERA GONZALEZ

Sallent (Catalogne), ? – La Grand Combe (Gard), ?

Agustin Galera Gonzalez, qui était peut être originaire de la province de Murcie, était mineur à Sallent et militait à la CNT. En mai 1937, avec notamment les compagnons Fortich et Navarro, il avait participé aux affrontements avec les staliniens à Cardona

Exilé en France lors de la *Retirada*, il avait été interné au camp de Saint Cyprien puis enrôlé dans une Compagnie de travailleurs étrangers sur le chantier du barrage de l'Aigle (Cantal). Pendant l'occupation, il était en 1941 membre du noyau CNT du barrage de l'Aigle et avait été chargé des relations entre la commission de réorganisation de la CNT et les autres noyaux en France.



également en contact avec des compagnons réfugiés en France dans la région lyonnaise. Arrêté le 10 février 1931 il fut condamné à 2 ans de confinement. Transféré à Ponza le 10 juillet, il y fut dénoncé en septembre pour « *manifestation séditieuse* » et « *contravention à l'assignation à domicile* » ; il fut alors transféré à Naples où il fut condamné à 4 mois d'emprisonnement et interné à Poggioreale. Ramené à Ponza le 4 janvier 1932, il y fut de nouveau arrêté le 1er août pour « *infraction aux normes du confinement* » et condamné à une amende. Libéré suite à une amnistie, il retournait ensuite à Turin le 13 novembre 1932.

En mai 1937, il parvenait à échapper à la surveillance et passait clandestinement en France où à Marseille il s'embarquait et il partait comme volontaire en Espagne avec notamment Cornelio Guacomelli, Bruno Tosarelli, Edoardo Andrei et Vittorio Marchi. Il collabora alors au bulletin *Guerra di Classe* (Barcelone) qui, depuis la mort de Berneri, était dirigé par Aldo Aguzzi. C'est en Espagne qu'il rencontra sa future compagne, Adela, une militante du syndicat CNT-AIT de l'enseignement.

Fin octobre 1938 il quittait l'Espagne et retournait à Marseille avec sa compagne. Arrêté en mars 1939 il était le mois suivant interné au camp d'Argelès ; il y fut membre du groupe anarchiste Liberta o morte. Puis il s'évada du camp où aurait été affecté à une compagnie de travailleurs étrangers. En juin 1943 il travaillait sur le chantier du barrage de l'Aigle et habitait avec sa compagne à Aynes. Membre de la Compagnie espagnole du Bataillon Didier, il serait ensuite parti pour Toulouse (Haute Garonne) où il s'intégrait à un maquis et participait aux combats de la Libération.

En 1946 il rentra à Turin où il allait participer aux luttes ouvrières à la Fiat où il était ouvrier et continua de militer dans le mouvement libertaire jusqu'à son décès le 13 septembre 1990.

José PUJOL CASASUS

Tarragone – ?

Militant de la région de Tarragone (à Torredembarra), pendant la Révolution, il était le représentant de la CNT à la commission de contrôle UGT/CNT de l'entreprise collectivisée CEMSA (conducteurs électriques).

L'attitude des Communistes espagnols (et français) fut dans le prolongement de leur funeste attitude pendant la guerre d'Espagne : le Parti – en tant qu'avant-garde éclairée du Proletariat – avait le monopole de l'organisation révolutionnaire et il ne saurait tolérer de « concurrence » sur sa gauche... Tous les espagnols résistaient devaient se soumettre au parti ... ou en subir les conséquences. Il pouvait compter pour cela sur l'appui du parti Communiste Français. Si jusqu'en août 41 la participation de ce dernier à la Résistance fut très discrète pour ne pas dire inexistante (le parti Communiste appliquait les décisions de Moscou qui avait signé un pacte de non-agression avec l'Allemagne nazi ...), l'invasion de l'URSS par les armées nazies changea la donne. Le Parti jeta dès lors toutes ses forces dans la Résistance. Il en fit profiter ses homologues espagnols, qui dès lors purent bénéficier de la logistique du PCF pour leur propagande. Cela eut un effet sur le moral des réfugiés espagnols non communistes. « *ce ne fut pas une petite chose que la mission de remonter le moral de l'organisation en ces jours de dépression et de désordre, où les hommes les plus représentatifs de l'Espagne émigrée étaient confinés, surveillés ou persécutés et où le Parti communiste espagnol, s'appuyant sur l'organisation de son homologue français, s'efforçait d'élargir sa manœuvre pour apparaître comme le seul représentant de l'émigration «républicaine»* ».

Les Communistes créèrent à leur habitude une organisation de « front commun », dont ils exerçaient en fait la direction sans partage, l'*Unión Nacional Española* (UNE). Dans un premier temps, les communistes essayèrent d'y attirer les anarchosyndicalistes en leur faisant les yeux doux. Devant le refus ferme et poli de marcher dans leurs combines – les événements de mai 37 à Barcelone n'avaient pas été oubliés – les communistes changèrent d'attitude et déclarèrent les hostilités.

Au début de septembre 1943, « pour mettre fin aux tensions et à l'attitude hégémonique des communistes, une réunion est organisée par le ML-CNT avec le Parti communiste Espagnol : « *...nous sommes en possession de preuves concrètes concernant les pressions exercées sur des exilés espagnols pour les obliger à rentrer dans votre organisation, (la UNE)...La CNT ne tolérera pas de tels comportements envers les compagnons...si vous touchez un seul cheveu à un compagnon nous réagirons immédiatement en conséquence...* » Cela n'empêchera pas le Parti Communiste espagnol, soutenu en cela par le Parti communiste Français de continuer ses pressions, mensonges et agressions physiques allant jusqu'à l'assassinat de militants cénétistes en 1944.

En juillet 1944, les communistes espagnols ordonnèrent l'incorporation « volontaire » de 120 compagnons du chantier du barrage de Laroquebrou, où il y avait une fédération locale de la CNT-AIT, nombreuse. La manœuvre échoua

après que Jose Germán fit comprendre à la Résistance française qu'il était hors de question de passer sous commandement communiste. L'influence de la Compagnie espagnole dans le maquis lui permettait d'être écoutée ...

A Limoges également, les compagnons du Barrage de l'Aigle firent annuler - non sans quelques pressions là aussi - l'ordre de l'Etat-major de la Résistance française d'incorporation de tous les espagnols dans les rangs de l'UNE.

A Decazeville, importante ville minière houillère de l'Aveyron - les événements prirent une tournure encore plus concrète. Le Commandant Cheval, commandant militaire de la résistance dans la zone, essaie en vain de faire comprendre aux communistes français que les espagnols qu'ils veulent enrôler de force sont en fait membre d'une organisation déjà en contact depuis plus longtemps qu'eux avec la résistance. Les compagnons décident alors de mettre les points sur les i : une section de la Compagnie espagnole descend à Decazeville et défile, les armes à la main, dans les principales rues de la ville minière. Le journal communiste « Le Cantal Libre » parla d'un défilé de « bandits » ... Mais le message était passé ...

Dans le Lot, à Figeac, la centaine de confédérés qui formaient le GTE furent contraintes par la force d'entrer dans les unités de l'Union nationale espagnole. Leur situation devenant extrêmement délicate, le problème fut résolu en leur faisant rejoindre la Compagnie espagnole du barrage de l'Aigle.

« Si le chantier du barrage du l'Aigle avait été auparavant un lieu d'accueil pour tous les persécutés, que ce soit par la Gestapo ou les milices gouvernementales de Vichy, à l'époque du «maquis», la Compagnie espagnole devint un barrage de retenue, un havre de paix pour tous ceux qui étaient persécutés pour leurs activités par l'Union nationale espagnole. La CNT-AIT n'était pas, encore moins que jamais, au service d'un parti, mais aux côtés des Français dans leur lutte pour la liberté. »

Les relations avec la Résistance Française

Sur le chantier du barrage, les ingénieurs responsables du projet ne se résignaient pas à la défaite. Sous l'impulsion d'André COYNE, chef du Service Technique des Grands Barrages et ingénieur polytechnicien qui avait fait la guerre de 14, un premier groupe de résistance est créé en 1942, sous la responsabilité de l'ingénieur André Decelle (qui dans la résistance prendra le pseudonyme de Didier). Ce groupe est lié à l'ORA (Organisation de la Résistance de l'Armée). L'ORA est surtout constitué de militaires qui ne se reconnaissent pas dans Pétain. Leur objectif est de constituer clandestinement, avec les personnels les plus sûrs, un centre d'accueil pouvant assurer le

Bataillon Didier (FFI) formée de 75 militants cénétistes. Il vivait avec sa compagne Joaquina Sanchez et leurs 2 enfants à Laferrière de Tourniac, Cantal.

Après la guerre il fut le secrétaire de la FL-CNT de Ottmarsheim (Haut Rhin), poste qu'il occupera jusque à la dissolution de la FL en 1964.

Cristobal Diaz Diaz est décédé à Selestat (Bas Rhin) le 3 juillet 1966.

Santiago « EI CHISPA » BURGUETE TRIAN

Barcelone (Catalogne), 18 ?? – Prades (Pyrénées Orientales), janvier 1977

Santiago Birguete Trian El Chispa avait été arrêté à Barcelone en 1909 et interné à Montjuich où, selon certaines sources, il aurait assisté à l'exécution de Francisco Ferrer. Militant dans le quartier de Las Corts, il participa, sous la dictature de Primo de Rivera (1923), aux activités clandestines de la CNT-AIT et en particulier aux réunions qui se déroulaient au Bar dels Federals.

Exilé en France lors de la *Retirada* de février 1939, il fut interné au camp de Saint Cyprien, puis envoyé dans une Compagnie de travailleurs étrangers pour travailler au barrage de l'Aigle dans le Cantal. C'est là qu'en 1941, sous l'impulsion notamment de José Berruezo, il participa à la reconstruction clandestine de la CNT en exil. En 1944 il fut l'un des 75 membres de la Compagnie espagnole du Bataillon Didier (FFI).

À la Libération et lors de la scission du mouvement libertaire espagnol, il fit partie de la Fédération Locale d'Aynes (Cantal) de la CNT dite collaborationniste. Il s'installa par la suite à Prades (Pyrénées Orientales) où il rejoint sa compagne Julia Oliveros. Il travailla comme plombier jusqu'à son décès survenu en janvier 1977.

Muzio TOSI, un italien dans la compagnie Espagnole

Massa Maritima (Italie), 19 juillet 1903 – Turin (Italie), 13 septembre 1990

Muzio Tosi était le fils de Atto et d'Artemisia Pedani. Après avoir passé son enfance à Piombino où à la fin des années 1910 il fut signalé comme « *un élément d'action capable de prendre part aux désordres de rues* », Muzio Tosi s'était installé en 1924 à Turin d'où, l'année suivante, avec son frère Vindice, Dario Franci, Mario Capini et Tillo Ticcianti il souscrivait à l'hebdomadaire anarchiste *Fede*.

En 1930, avec son frère Vindice, il était membre du groupe anarchiste clandestin *Barriera di Milano* avec notamment Settimo Guerrieri, Arduili d'Angina, Dante Armanetti, et les frères Nuzio et Cornelio Giacomeli. Il était

maison il avait caché quelques mitraillettes récupérées au maquis et qui servirent ensuite à armer des compagnons retournant en Espagne pour y participer à la résistance antifranquiste. Il continua de travailler quelque temps à la fabrication de béton pour le barrage dans la zone de Mauriac avant de quitter la région pour aller ensuite, semble-t-il, travailler à la construction du barrage de Malpasset.

Membre de la Fédération locale d'Aynes de la FIJL, il fut en 1947 l'un des délégués au 2ème congrès du MLE-CNT tenu à Toulouse.

Francisco Montero Vaquero , après s'être marié, continua de travailler en usine et d'appartenir à la CNT en exil. Il ne retourna qu'une seule fois en Espagne au début des années 1970.

Encarnacion et Florentino BARONA CASTRO

Florentino Barona Castro était sans doute Exilé en France lors de la *Retirada*. Il avait été ensuite affecté à une Compagnie de travailleurs étrangers au barrage de l'Aigle (Cantal). Sa sœur Encarnacion Barona, résidait alors à Saint Paul de Salers (Cantal)

Manuel JODAR SORIANO

Barcelone, ? – ?

Militant de la CNT-AIT de Barcelone, dans le quartier de Pueblo Nuevo, au moment de la Révolution.

En 1947 il fut le délégué de Aynes (Cantal) au 2ème congrès de la CNT-MLE tenu à Toulouse.

Cristobal DIAZ DIAZ

Landete (Cuenca), 26 septembre 1890 – Ottmarsheim (Haut Rhin), 3 juillet 1966

Cristobal Diaz Diaz avait émigré encore jeune à Barcelone où il adhéra à la CNT-AIT. Son militantisme lui valut, lors du mouvement révolutionnaire de 1934, d'être emprisonné à Burgos.

Pendant la Révolution de 1936, il fut membre du conseil municipal de Santa Coloma de Gramenet (Barcelone) aux côtés notamment de José Berruezo Silvente.

Exilé en France lors de la *Retirada*, il avait été interné dans divers camps puis enrôlé dans les Compagnies de travailleurs étrangers. Affecté au chantier du barrage de l'Aigle (Cantal), où il retrouve José Berruezo Silvente, il participe au noyau réorganisateur de la CNT-AIT en exil puis à compagnie espagnole du

fonctionnement d'un État-Major de commandement opérationnel avec les liaisons et la protection nécessaires, Ils recommandaient la discrétion absolue, rien ne devant dévoiler l'organisation, qui ne devait entreprendre aucune action visible avant instructions formelles ou soulèvement national,

Les relations entre Coyne, Decelle et les espagnols sont bonnes dès le début « *Il se sont efforcés de rendre le plus confortable possible la vie des ouvriers espagnols...Monsieur André Coyne, salua l'arrivée des réfugiés espagnols en des termes très humains et élogieux, en leur offrant son aide pour tous les problèmes qui relèveraient de ses compétences, leur ouvrant aussi la porte d'entrée, avec tous les honneurs, dans la Résistance française opposée aux troupes allemandes...Un autre jeune ingénieur, Monsieur André Decelle, se révéla également très chaleureux et compréhensif* ».

L'ORA étant composée d'anciens militaires, elle pense que la Résistance doit rester une activité de professionnels, c'est à dire des cadres de l'armée. Par ailleurs l'ORA est anticommuniste et pas révolutionnaire. Paradoxalement, ça ne l'empêche pas d'être en relation avec les anarchistes de la CNT-AIT espagnole ! En fait chacune des deux parties y trouve son avantage : les français ont besoin de l'expertise de la *guérilla* des anarchistes espagnols, de leur détermination. Ils savent qu'ils pourront compter sur eux le temps venu. Et ils savent aussi que les anarchosyndicalistes ne sont pas des communistes, qu'ils ne sont pas liés au Parti. Pour la CNT-AIT espagnole, la « discrétion » de l'ORA, va faciliter le travail de ses militants qui a besoin d'un lieu sécurisé pour avancer dans la reconstruction de l'Organisation. Mais il faut noter que la CNT-AIT reconstituée aura aussi des rapports avec d'autres mouvements de résistance, plus proches politiquement : « Combat », « Libération », FFI et CNR.

Les relations entre la Résistance française et la CNT-AIT peuvent se définir comme une « tolérance réciproque ». Les anarchistes espagnols demeurent une force de combat indépendante au sein de la Résistance française...Les anarchistes concluent un accord séparé avec le Comité National de la résistance et coopèrent avec les FFI et la CGT.... ils promettent de prendre part aux combats quand les alliés débarqueront et que le peuple français s'insurgera, mais ne veulent pas être utilisés comme troupe de choc ni comme chair à canon. Ils exigent aussi le respect de leur autonomie, s'organisant et combattant dans leurs propres unités, sous leur propre autorité et responsabilité, tout en se coordonnant avec les français. Les conditions de la CNT-AIT sont acceptées par la Résistance française.

Cette autonomie d'organisation est incongrue pour les officiels de la résistance qui ne sont pas au contact régulier des *compañeros*. Ainsi, dans une lettre à

Federica Montseny, Juan Montoliú, chef du maquis du Puy Violent, décrit la stupeur d'un jeune lieutenant français du nom de Lambert qui venait d'être parachuté pour être leur officier de liaison : « *C'était un bon garçon. Au début, il a été surpris et n'a pas compris, par exemple, que les chefs parmi nous n'avaient pas de privilèges liés à leur grade. Comme j'étais le chef à l'époque de la Compagnie espagnole, le jeune lieutenant s'efforça de me trouver un logement dans la meilleure maison de la ville. Et il constata que je rejetais son offre en riant, en déclarant que j'allais dormir dans les bottes de foin avec « mes hommes ». Il me regarda avec des yeux étonnés, ne sachant comment interpréter mon attitude. J'ai essayé de lui expliquer en lui faisant comprendre que « mes hommes » étaient mes compagnons, qu'ils avaient combattu avec moi dans la guerre d'Espagne et que nous étions unis, au-dessus des grades et des distinctions, par la fraternité des combattants libertaires, combattants pour le même idéal.*¹⁰ »

A l'été 44, Les résistants français occupent des lieux autour du col de Néronne et les anarchistes espagnols ceux du Puy Violent près de Salers...Ce sont ces derniers qui réceptionnent les divers parachutages effectués par les anglais, en particulier un parachutage de 90 tonnes de matériels (75 fusils mitrailleurs, 400 fusils, 200 mitraillettes, 9 bazookas et 300 000 cartouches), dans la région de Pleaux...ils participent également aux actions contre les garnisons allemandes du Cantal et prennent une part importante aux combats pour la libération de la Région avec le bataillon Didier, le bataillon du barrage.

La Résistance, une culture avant d'être un engagement

La première résistance fut essentiellement morale, faute de moyens matériels et notamment d'armes. Au-delà de l'organisation d'un réseau, rapidement, une bibliothèque est créée. José Oliver Calle expert de la mise en scène qui avait milité au syndicat des spectacles publics de la CNT-AIT de Barcelone, créé un groupe artistique composé de Français, d'Italiens et d'Espagnols, qui offrit des spectacles de grande qualité dans et hors du barrage...Un autre compagnon, Manuel Morey Blanch (ex directeur des Écoles Rationalistes de Catalogne, secrétaire de la propagande de la CNT-AIT au barrage de l'Aigle), réussit à organiser une exposition sur la révolution espagnole... Bautista Gimeno, musicien aux qualités exceptionnelles, organise un orchestre et donne des cours de violons. Un folkloriste, Ginés Sicilia, a présenté d'admirables représentations de danses espagnoles.

¹⁰ Federica Montseny; *Pasión y muerte de los españoles en Francia*, Toulouse, Éditions Espoir CNT-AIT, 1950, p. 173

son adolescence à fréquenter les réunions de la CNT-AIT avec sa sœur aînée Manuela qui travaillait dans le textile.

Après le coup d'état franquiste de juillet 1936, il commença à travailler d'abord dans un atelier de menuiserie, puis comme vendeur dans une épicerie collectivisée et en 1938 comme magasinier à la mine. Parallèlement il donnait des cours de lecture et d'écriture aux enfants et aux adultes dans une salle mise à sa disposition par la CNT-AIT. A cette époque il était membre semble-t-il d'un groupe de la Fédération ibérique des jeunesses libertaires (FIJL).

Exilé en France avec sa famille lors de la *Retirada* en janvier 1939 avec des unités de la 26ème Division (Durruti) il décidait alors de retourner en Espagne pour y rejoindre les dernières compagnies de la 26ème Division, mais à peine deux semaines plus tard, devant l'avancée franquiste, il devait de nouveau repasser en France avec son unité. Après un internement au Fort de Mont Louis, il fut transféré avec ses compagnons vers la mi-février au camp du Vernet d'Ariège, avant d'être envoyé au début du printemps au camp de Septfonds où se trouvait son père malade tandis que le reste de la famille se trouvait dans l'Orne.

Après la déclaration de la guerre, il fut intégré vers janvier 1940 dans une Compagnie de travailleurs étrangers pour aller travailler à la construction d'un arsenal à Lannemezan. Après la signature de l'Armistice, il travaillait dans la région comme bûcheron avant de rejoindre le chantier du barrage de l'Aigle (Cantal) où son père avait déjà été envoyé comme mineur et avec lequel il résida au village de Chalvignac. Il y participa à la réorganisation clandestine de la CNT qui organisa d'abord un groupe théâtral, une chorale et une équipe de football.



Concentration de la FIJL de la région d'Aynès (entre 1945 et 1947)

Après l'occupation de la zone libre par les allemands, et en liaison avec la Résistance, il avait semble-t-il, fait partie du groupe de *Chocolate*, l'une des quatre unités du maquis espagnol organisé autour de Juan Montoliu del Campo sur le Pic Violent.

A la Libération et après sa démobilisation en octobre 1944, il demeurait avec son père au village de Chalvignac et dans le faux grenier de la

Fin 1986, pour son action dans la Résistance, José Santiago reçut la médaille et le diplôme de la Reconnaissance attribuée par l'Association des réfractaires et maquisards de France.

José Santiago Pavon, qui était resté fidèle à ses idéaux libertaires, est décédé au Luc de Provence (Var) le 9 avril 1989 des suites de silicose.

Ramon SERRAROLS CAROL

Tarrasa (Catalogne), ? – Tarrasa, 1963 (?)

Militant dans les années 30 de la CNT-AIT de Tarrasa (Barcelone), avec ses deux frères Pablo (mort en 1978) et Rosendo,

Paquita et Felipe MARTINEZ CAYUELA

Santa Coloma de Gramanet (Barcelone), ? – ?

Paquita Diaz et Felipe Cayuela (sœur et frère) habitaient Laferrière de Tourniac, Cantal.

Luisa et Mateo GARCIA GASCON

Sans doute Exilé en France lors de la *Retirada*, Mateo (ou Mario) Garcia Gascon avait été ensuite affecté à une compagnie de travailleurs étrangers au barrage de l'Aigle (Cantal). Sa sœur Luisa, résidait alors à Decazeville (Aveyron).

Il pourrait y avoir identité avec Mario Garcia qui, après la scission de la CNT en exil en 1945, était membre en 1947 de la Fédération locale de Decazeville de la tendance dite collaborationniste.

Miguel CAZADOR CASTELLA

Tarrasa (Catalogne), ? – ?

En famille avec Ramon SERRAROLS CAROL.

Francisco MONTERO VAQUERO

Suria (?), 12 avril 1922 – Cantal, ?

Fils d'un militant de la CNT-AIT mineur de fond originaire de la province de Zamora qui avait gagné la zone de Suria (Barcelone) pour y travailler dans les mines de sel et de potasse, Francisco Montero Vaquero avait commencé dès

AUX CAMARADES ESPAGNOLS
Vous avez intérêt à apprendre le français. Des cours du soir ont été organisés spécialement pour vous par M. Bernard, le dévoué instituteur de la Cité.

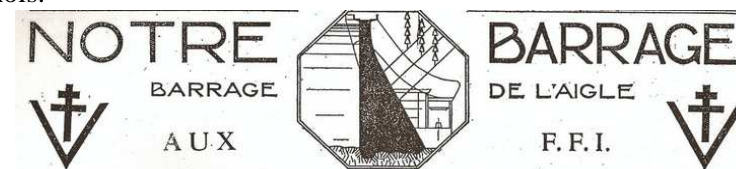
Notre Barrage, 1942

L'instituteur du village, M. Gaillard, organise des cours de français pour les espagnols, qui facilitent la communication avec les mouvements de Résistance. Il prête aussi une salle de classe pour que les enfants qui le souhaitent, sans distinction de nationalité, suivent des cours d'espagnol, deux heures par jour du mardi au vendredi, sous la responsabilité de Manuel Morey et de José Berrezuo. En ces temps de nationalisme exacerbé et de méfiance institutionnelle envers les « indésirables étrangers » et les « réfugiés rouges », les anarchistes espagnols mettent pratique la fraternisation et l'internationalisme. La Résistance est un état d'esprit avant d'être un engagement

Après le débarquement, le temps de l'action

Il faudra attendre les parachutages alliés de l'été 44 et qu'un avion de reconnaissance allemand s'écrase en juillet 44 pour que le groupe Espagnol puisse disposer d'armement. C'est après le débarquement du 6 juin 44 que la Compagnie espagnole, intégrée au bataillon Didier, passera enfin à l'action.

Le journal du chantier « *Notre barrage* », destiné aux ouvriers, avait fini par être interdit par Vichy pour propos séditieux. Il réapparaît brièvement après la Libération, comme organe de liaison de la Résistance. Plusieurs articles sont consacrés aux espagnols, montrant la camaraderie entre résistants français et espagnols.



Des exilés pleins de fierté et de noblesse

Notre barrage, décembre 1944

Une Espagne nouvelle accueillera espérons-le, ceux de ses fils qui ont continué la lutte de l'exil. Leur fierté et leur noblesse leur ont conquis sympathie et respect.

L'un deux, chef ferrailleur au Barrage, nous est particulièrement connu. Nous avons d'abord parlé avec lui plan de ferrailage, délais d'exécution et détails techniques. Puis il s'était agi d'empêcher les départs pour l'Organisation Todt et d'héberger les réfractaires espagnols venant d'autres régions. Enfin le moment vint de préparer de concert l'insurrection pour la libération.

Notre ami eut à jouer un rôle de premier plan dans la mise sur pied des groupements de libération espagnols. Nous l'avons rencontré à l'œuvre à Limoges, à Toulouse, à Roanne, mais souvent nous ne trouvions pas nos correspondants : la gestapo était passée par là et des semaines, parfois des mois étaient perdus, tout était à recommencer et les fils à renouer, patiemment.

Au débarquement [du 6 juin 44], Germain (*sic*) Gonzalès, qui était devenu délégué régional, prit aussi le commandement de la Compagnie Espagnole du bataillon Didier, qui en assurant toutes les missions territoriales, nous permit de partir au loin rechercher l'accrochage.

Aujourd'hui nous le retrouvons à l'hôpital : il recommence seulement à marcher. Une grave chute de moto en service commandé l'a immobilisé à partir du 5 août. La mort dans l'âme, il a dû renoncer au moment où il était le plus utile. Le sort une fois de plus lui était cruel

*

Nous nous excusons auprès de lui de nos indiscretions, mais il faut qu'en France on connaisse la tragédie des familles espagnoles déchirées par la guerre civile, et la vie dangereuse de ceux qui n'ont pas renoncé. Et son cas est particulièrement typique.

Nous lui posons quelques questions, car dans nos rencontres brèves parce que surveillées d'autrefois, beaucoup de choses avaient dû rester dans l'ombre.

Le tragique destin d'une famille espagnole.

- *A quel groupe antifasciste espagnol appartenez-vous ?*
- A la CNT (l'équivalent de notre CGT [*sic*])
- *Quelle était votre profession avant la guerre civile ?*
- Entrepreneur général de travaux publics
- *Combien étiez-vous dans votre famille ?*
- Neuf personnes, qui vivions tous en Catalogne.
- *Combien restez-vous ?*
- Cinq, dont trois en France. Ma mère a été tuée au cours d'un bombardement pendant l'exode en 1939 ; mon frère Armando a été tué à l'ennemi à 25 ans (chef de centurie à la colonne Durutti à Madrid) ; mon frère Adolpho a été tué à 23 ans aux attaques de Montsec (comme chef du 4^{ème} bataillon de la 120^{ème} brigade) ; ma tante est morte de chagrin en France ; un autre frère Xavier est prisonnier en Afrique ; mon père s'est exilé au Mexique.
- Comment êtes-vous entrés en France ?



José Santiago Pavon (maquis du barrage de l'Aigle)

Exilé en France le 10 février 1939 lors de la *Retirada*, il fut interné au camp d'Argelès de 1939 au 30 juin 1942. Enrôlé à cette date dans un Groupe de travailleurs étrangers (GTE), il fut affecté aux travaux du Barrage de l'Aigle (Cantal) au sein de l'entreprise de bâtiment Ballot.

En juin 1944, sous le nom de Antonio Ordoñez Muñoz José Santiago s'intégra à la compagnie espagnole intégrée au Bataillon FFI du commandant Didier, l'ingénieur André Decelle. Dès le début des combats pour la Libération, avec les autres compagnons, il avait quitté le site du barrage pour rejoindre à pieds le col de Neronne, puis le groupe du Pic Violent commandé notamment par le compagnon Juan Montoliu. Chargé du fusil mitrailleur du groupe 35 (ou 36), il participa aux combats pour la Libération du Cantal et d'une partie de l'Auvergne - notamment aux accrochages près du tunnel du Lioran, des colonnes allemandes venant d'Aurillac et se dirigeant vers Clermont Ferrand - jusqu'à la fin septembre 1944 où il avait regagné le barrage pour en terminer la construction.

Le 26 avril 1945 il quittait le chantier du barrage et demandait le statut de réfugié politique auprès de la préfecture du Cantal. De cette date à octobre 1954 il allait travailler dans le Var à la destruction des bunkers allemands et à la réparation des ponts, routes et voies ferrées dans les Alpes.

Après la scission survenue à l'automne 1945 dans la CNT en exil, il fut membre de la CNT dite « collaborationniste » favorable à la participation au gouvernement républicain en exil. A partir d'octobre 1954, il travailla comme mineur de fond dans les mines de cuivre, de plomb et d'argent du massif des Maures jusqu'à sa retraite en 1973.



José Santiago Pavon, été 1944



José ASENS VALERA (cercle rouge), José HERNANDEZ PEREZ (croix noire), José SANTIAGO PAVON (cercle noir)

Alberto GERMAN GONZALEZ

Amposta (Tarragone), ? – ?

Frère de José GERMAN GONZALEZ, également membre du bataillon Didier.

José SANTIAGO PAVON, dit « Antonio ORDOÑEZ MUÑEZ »

Posadas (Cordoba), 18 janvier 1913 – Luc de Provence (Var), 9 avril 1989

Gardien de troupeau en Andalousie, José Santiago Pavon avait fait en 1934 son service militaire au 15^{ème} régiment d'infanterie. L'année suivante il adhéra à la CNT.

Lors du coup d'état franquiste de juillet 1936 il s'était enrôlé comme milicien dans une colonne anarchiste. Puis il avait combattu dans l'armée républicaine sur le front nord et notamment en 1937 à la bataille de Bilbao. Après la chute de la ville aux mains des franquistes en juin 1937, il était parvenu à regagner Barcelone et avait continué de participer à la défense de la Catalogne.

- Mon Etat-major et moi par le Perthus le 5 février 1938, mon père avec mon jeune frère de 14 ans, ma jeune sœur de 14 ans et ma tante.
- Où avez-vous été dirigés ?
- Ma tante et ma sœur dans la Creuse, mon père au camp du Vernet d'où en 1940 il partit pour l'Amérique, moi-même au camp de Saint-Cyprien.

Arrêté par la Gestapo

- Comme membre de la résistance, vous avez eu affaire à la gestapo ou à la milice, dans quelles circonstances ?
 - A Montpellier, en mars 1944, je fus arrêté à la gare et conduit au siège de la Gestapo. Je circulais avec un faux permis, de l'argent et des papiers compromettants de la CNT en poche et, dissimulée dans ma cravate, la moitié du billet qui devait me faire reconnaître du délégué national que je devais rencontrer à Marseille. Dans une pochette sur une feuille de papier à cigarette, j'avais les adresses de 12 délégués espagnols de la CNT.
 - Comment avez-vous pu faire disparaître ces documents dont la découverte vous aurait fait inévitablement fusiller ?
 - Les papiers de la CNT ? Je demandais à l'allemand qui m'avait enlevé mon portefeuille de recompter mon argent. Il me répondit : « soit tranquille ! Nous ne te prendrons pas l'argent, nous en commandons au kilo ! Tu peux recompter ». En recomptant, je subtilisais les papiers et les fourrai dans une poche avec mon mouchoir. Plus tard, en cours de route, en me mouchant, je les déchirai dans le mouchoir et en jetai les morceaux dans un virage, en faisant semblant de remonter mon col et tout en surveillant les Allemands qui pouvaient me regarder dans le rétroviseur.
- En arrivant à la Gestapo, j'avalais le papier à cigarette sur lequel était inscrite la liste.
- Restaient le faux permis et le demi-billet. Pour le premier rien à faire et pour le demi-billet, impossibilité matérielle de dénouer la cravate sous la surveillance sévère et constante d'un ou plusieurs policiers. Mais par chance le permis, qui avait toutes les apparences d'authenticité, ne parut pas suspect et par ailleurs on ne me fit pas enlever la cravate.
- Comment avez-vous opéré pour tromper la police allemande ?

- Tout d'abord, au « mouton » en présence de qui je me trouvai à la Gestapo et qui se prétendait arrêté parce que de la Résistance, je déclarai que j'étais un voyageur qui allait voir sa famille et chercher du travail.¹¹

A un premier interrogatoire, précédé de l'annonce par un policier des tortures possibles, je restai impassible – malgré la cravate.

Au deuxième interrogatoire, serré et rapide sous des lampes à souder (à arc) je répétais exactement mon alibi – malgré les nouvelles menaces de torture (chambre frigorifique, machines électriques, barre tournante) et les cris qui semblaient venir de la chambre de torture.

- Au troisième interrogatoire, trois heures plus tard, je maintins strictement mes dires. Si bien que deux heures plus tard, j'étais libre et pus partir avec mon demi-billet dans la cravate.

Nouvelles alertes

D'autre fois l'alerte fut moins chaude. C'est ainsi qu'un jour, à Toulouse, dans un quatrième étage après une réunion clandestine de nuit, je dormais dans la cuisine, le camarade marié, qui me donne l'hospitalité, occupant avec sa femme l'autre pièce... 5 heures, il part... 6 heures, réveil brutal : coups de sifflets ; appels, pas précipités. On monte dans l'escalier C'est la rafle. Je cache en vitesse les papiers compromettants dans la cuisinière et m'allonge sur le lit voisin pendant que la femme de mon camarade ouvre.

« Police ! » Un agent français en civil, deux membres de la Feldgendarmerie. « Qui habite ici ? » - Moi, avec mon mari. – C'est votre mari, ce monsieur ? – Non, c'est mon cousin. Mon mari est absent. Il ne rentre que le dimanche. » Le policier vérifie ses faux papiers et il traduit ce qui lui a été dit et qu'il croit vrai... Il ajoute « j'ai compris comment vous êtes cousins ... » Et il part avec les Frtitz, satisfait de sa perspicacité.

Il y a des vides dans les rangs...

Mais par contre, combien fut triste cette réunion de Marseille du Comité National [de la CNT-AIT] où quatre places restèrent vides, quatre de nos vaillants camarades ayant été arrêté par la Gestapo porteurs de papiers du secrétariat. Cette réunion avait été tenue malgré une surveillance sévère à la demande des anciens : Buenarosa, Acracio, Bartolome, Mohéra, Pujol. Rien n'aurait pu faire fléchir leur volonté de continuer la lutte et leur foi en la liberté.

¹¹ Personne placée dans la cellule de garde à vue, qui se prétend arrêtée mais qui en fait travaille pour la police, essayant de gagner la confiance des autres personnes et ainsi de les faire parler.

français de l'Organisation Révolutionnaire Anarchiste (ORA) qui partageaient les mêmes locaux.

Juan Montoliu, qui était très attaché à la langue catalane, tenait chaque année avec Roque Llop le stand de librairie lors du meeting commémoratif de la révolution espagnole tenue à la grande salle de la Mutualité. Secrétaire de la FL de Paris au début des années 1970, il fut également administrateur du *Combat Syndicaliste* avant de partir s'installer à la fin 1972 à Perpignan où il fut rapidement nommé secrétaire de la régionale CNT des Pyrénées Orientales-Aude. Délégué au congrès tenu à Marseille début août 1975 par la CNT en exil, il fut victime au cours du congrès d'un malaise cardiaque. Revenu à Perpignan, il y décédait à l'hôpital le 6 août 1975.

Miguel (ou Manuel) BARBOSA GIRO

Catalogne, ? – Cantal, ?

Miguel Barbosa Giro (parfois prénommé Manuel) militait à la CNT-AIT sans doute dans la province de Gérone (Catalogne) et était entré vraisemblablement en France lors de la *Retirada*.

Membre du noyau CNT-AIT du Barrage de l'Aigle (Cantal), après l'occupation de la zone libre en 1942, il était membre de l'un des quatre groupes du maquis du Pic Violent. Il a été ensuite le responsable du Bataillon du Barrage de l'Aigle de la 13^e Division d'Auvergne des FFI, puis fut intégré au Bataillon Didier avec les 75 autres compagnons espagnols formant la compagnie.

José ASENS VALERA

Barcelone, 3 mars 1922 – ?

José Asens Valera était l'un des enfants de José Asens Giol et d'Amelia Valera Lozano, eux même militants de la CNT-AIT. Exilé en France avec ses parents lors de la *Retirada*, et sans doute interné dans un camp, il s'était en mai 1940 au 3^e Régiment de marche des volontaires étrangers et avait combattu contre les nazis sur le front de l'est où la moitié du régiment avait été décimé. Démobilisé fin août 1940 au camp de Septfonds, il avait ensuite été envoyé avec son père dans une Compagnie de travailleurs étrangers au barrage de l'Aigle dans le Cantal.

Juan MONTOLIU DEL CAMPO

Villareal (Castellon), 16 juillet 1911 – Perpignan (Pyrénées Orientales), 6 août 1975

C'est encore très jeune que Juan Montoliu del Campo avait émigré à Hospitalet de Llobregat (Barcelone) où il devint éboueur et adhéra très vite au mouvement libertaire. Lors des journées de juillet 1936 il participa à l'assaut de la caserne de l'Hospitalet, puis, une fois les militaires vaincus, il organisa la collectivisation des services de nettoyage de la ville avant de partir comme milicien pour le front d'Aragon. En 1938 il était commandant d'un bataillon confédéral et participa aux combats de Belchite.

Exilé en France lors de la *Retirada*, il fut interné dans divers camps avant d'être envoyé dans une Compagnie de travailleurs étrangers pour aller travailler à la construction du barrage de l'Aigle dans le Cantal. Il participe au noyau qui réorganise clandestinement le mouvement libertaire espagnol. Après l'occupation de la zone libre en 1942, et en liaison avec la résistance française, Juan Montoliu allait être l'organisateur du maquis CNT-AIT du Pic Violent qui comprenait quatre groupes d'une quinzaine d'hommes chacun. Ce maquis, qui appartenait formellement à la 13^e région militaire des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) tout en conservant son autonomie de décision et d'action, effectua de nombreuses actions de sabotage et aux accrochages aux abords du tunnel du Lioran des colonnes allemandes venant d'Aurillac et se dirigeant vers Clermont Ferrand. Nommé lieutenant FFI, Juan Montoliu, responsable d'une compagnie de 75 compagnons espagnols intégrés au Bataillon Didier, participa aux combats de la libération jusqu'au 31 octobre 1944, date à laquelle l'ensemble des maquisards FFI devaient s'intégrer à l'armée régulière.

Juan Montoliu partit alors à Rouen où il travailla comme maçon et participa à la réorganisation de la Fédération locale de la CNT en exil. Après un accident du travail, il prit une retraite anticipée et s'installa en région parisienne. Membre de la Fédération Anarchiste Ibérique (FAI), il fut membre de la Commission de relations de la zone nord (Paris-Normandie) et l'un des permanents des locaux confédéraux de la rue Sainte Marthe puis de la rue des Vignoles. Il fut avec Terraza le représentant de la Solidarité Internationale Antifasciste (SIA) au Comité de gestion du nouveau local de la rue des Vignoles. Ce comité, constitué le 25 septembre 1970, comprenait également les délégués suivants : Capellas (FL de Paris), Perralta et D. Fuentes (Zone Nord du MLE), J.L. Redlinski et G. Malouvier (ORA), Bazes et Amado Marcellan (Jeunesses anarcho syndicalistes). Assez corpulent, prompt à s'emporter – il était célèbre pour ses coups de gueule –, il était d'une rectitude militante, d'une générosité et d'une solidarité sans faille qui lui avaient gagné l'estime de nombreux jeunes militants

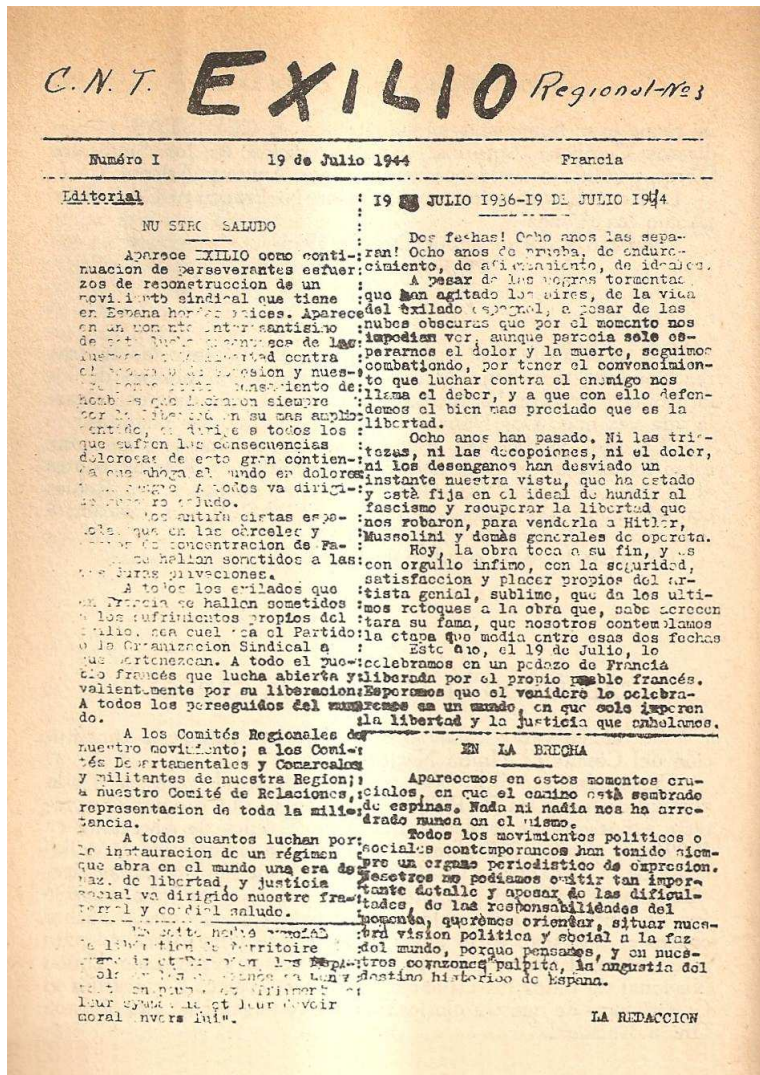
Le journal *Exilio*, un lien pour la reconstruction de la CNT-AIT

Dans son effort de réorganisation, le groupe du Cantal devait se doter d'un organe de presse militant, qui permette de faire le lien entre les noyaux et les individus, et qui permette aussi d'éclairer et d'orienter la future organisation. Il s'agissait aussi de se doter d'un moyen de contrer la propagande communiste dans le milieu espagnol, qui bénéficiait du soutien logistique du Parti Communiste français :

« un nuage de feuille imprimées pompeusement intitulées "Reconquête de l'Espagne ", était périodiquement réparti dans tous les lieux où existaient des groupes d'émigrants Espagnols. De plus la presse du Parti communiste français concentrait toute sa propagande vers l'objectif de présenter leurs camarades espagnols sont les seuls à pouvoir faire tomber le régime de Franco.

Dans la Région n°3, l'Auvergne, où le terrain accidenté permet l'organisation de divisions fantastiques avec plus de généraux que de soldats, cette situation exceptionnelle avait fait l'objet d'une étude approfondie lors de différentes réunions militantes convoquées à cet effet. Il n'y a eu aucune discordance. Tout le contraire. Tous les militants consultés convinrent que l'apparition d'un journal qui soit l'organe de la région et porte-parole du ML-CNT était une nécessité de premier ordre. Mais comment et où serait-il imprimé? La seule presse à imprimer qui existait dans la proximité de la ville de Mauriac était étroitement contrôlée par la police. La quantité de papier qui lui était attribuée par le gouvernement de Vichy était extrêmement réduite. Pendant les semaines suivantes, les rencontres militantes se succédaient, chaque jour plus préoccupées par le désir de contrer la propagande "unioniste" »
C'est la publication par les communistes de *Reconquista de España* d'un article élogieux sur le politicien de droite Gil ROBLES,¹² qui incita les compagnons à passer à l'action. La rédaction du journal fut confiée à Manuel Rico et son administration à Manuel Morey Blanch (Manolo).

¹² Chef de la droite conservatrice espagnols des années 30 mais qui fut relégué aux seconds rôles par Franco lors de la guerre civile



Symboliquement, le premier numéro du journal *Exilio* est daté du 19 juillet 1944, qui marque le 8^{ème} anniversaire de la Révolution espagnole de 1936. C'est certainement la première publication de la CNT-AIT espagnole en exil en France à part quelques journaux de camps, la plupart du temps manuscrits et qui ne sortaient pas au-delà des barbelés. Le premier numéro fut réalisé en « ronéo », sur une vieille machine qui n'en pouvait plus, et seuls quelques exemplaires furent distribués localement. Néanmoins, il remplit de fierté les compagnons, et leur donna du courage pour la suite

Le lieu de naissance est connu pour les trois quart d'entre eux (57) : 27 en Catalogne, 9 en Andalousie, 5 en Castille, 4 en Aragon, 3 en Murcie, 3 en pays valencien, 2 dans la province d'Alicante, 1 madrilène, 1 galicien, 1 basque, et même 1 italien ! Toutefois, les biographies font ressortir que de nombreux militants avaient émigrés en Catalogne avant la Révolution, donc on peut dire que la moitié des membres du bataillon venaient de Catalogne ou avaient participé aux évènements révolutionnaires en Catalogne.

La liste précise aussi le statut marital et le nombre de personnes à charges. Un quart des membres (19) étaient mariés, 56 étaient célibataires. 22 (30%) avaient au moins une personne à charge : 10% une personne (leur femme, parfois leur père), 10% deux personnes (leur femme et un enfant), 6% trois personnes et une personne avait personnes à charge.

Nous avons pu préciser la date de naissance de 13 d'entre eux. 2 avaient 18 ans à leur arrivée en France en février 1939, 5 avaient entre 20 et 29 ans, 5 entre 30 et 39 ans et un avait 49 ans.

Ci-dessous les biographies qui ont pu être retracées par les sites <https://www.xaintrie-passions.com/> et <http://militants-anarchistes.info/> dans l'ordre de la liste conservée aux archives¹³.

Nº	Nom et Prénoms	Situation	Personne à charge	Relation du Groupe Espagnol	
				En cas d'accident fait en cas de :	
1	Abonell del Campo Juan	MC	4	Ignacio del Campo, calle Angel Guimera n°48. Hospital del (Barcelona)	Espagne
2	Barbosa Gino Miguel	S	-	Luis Gino, calle Puente del Principe, Figueras (Girona)	Espagne
3	Assens Valera Jose	S	2	Jose Assens, rue Galili n°5. Manisa (Catal)	France
4	German Gonzalez Alberto	S	-	Paquita Gonzalez, Ayres, par Mousais. (Catal)	France
5	Santiago Paron Jose	S	-	Maria Paron, calle Dña Maria n°12. Posadas (Cordoba)	Espagne
6	Roman Morales Juan	S	-	Andrea Morales, Cueta del Toro n°1. Bata de Mazarrou (Murcia)	Espagne
7	Xopos Asturias Alfonso	S	-	Ana Asturias, Wainfang n°10, Santa Coloma de Gramenet (Barcelona)	Espagne
8	Crespo Estroviuela Vicente	S	-	Antonia Crespo, calle Lepanto n°17 (Valencia)	Espagne
9	Arredondo Almodovar Ramon	S	-	Josefa Almodovar, calle Epitaph Vares n°2. Almago (Cin d'el Reel)	Espagne
10	Serranols Carol Ramon	S	-	Ramona Serranols, Calle Prior Epitas n°6. Terrasa (Barcelona)	Espagne
11	Pined Rubi Angel	S	-	Luzquia Rubi, San Simplicio n°11. Igualada (Barcelona)	Espagne
12	Diag Serra Jose	S	-	Paquita Diag, Cafeteria de Bournaise (Catal)	France
13	Martinez Bayuela Felipe	S	-	Maria Bayuela, Avenida Sanatorio n°3 Sta. Coloma de Gramenet (Barcelona)	Espagne
14	Garcia Garson Mateo	S	-	Luis Garcia, Place de Casser n°13. Decauville (Angoume)	France
15	Garcia Espeso Mariano	S	-	Juana Espeso, calle Semp n°26. Madrid	Espagne
16	Romero Perez Antonio	S	-	Fernanda Perez, Mazarroucha (Zaragoza)	Espagne
17	Serranols Castella Miguel	S	-	Ramona Castella, calle del Prior Epitas n°6. Terrasa (Barcelona)	Espagne
18	Baron Ferrer Leticias	S	-	Maria Baron, calle Jordana n°23. Zaragoza	Espagne

¹³ La liste en version informatique est disponible sur <http://cnt-ait.info>

LES 75 DE LA COMPAGNIE ESPAGNOLE DU BATAILLON DIDIER

Les archives départementales du Cantal (cote 18 J 13) conservent la liste des 75 membres de la compagnie espagnole commandée par le Capitaine Montoliu Del Campo intégrée au bataillon "Didier", et qui était composée exclusivement de membres de la CNT-AIT espagnole en exil. Cette compagnie effectua à l'été 1944 plusieurs sabotages, réceptionna des parachutages d'armes et matériel et participa activement à la Libération de la région.

« A Marcillac-la-Croisille ou à Loplequ, où à Soursac, les jeunes gens sont descendus. Ils ont été répartis entre plusieurs camps établis dans des villages abandonnés ou dans des granges réquisitionnées. L'armée de la résistance est maîtresse du pays. Les ouvriers espagnols qui travaillaient aux barrages de la Haute-Dordogne, et plus particulièrement à celui de l'Aigle, et dont les colonies peuplaient les hameaux autour de Spontour et de Chalognac, ont fourni les premiers cadres solides, l'armature révolutionnaire éprouvée qui s'avérait indispensable. »

Notre barrage, 1944

Cette liste servait à établir les personnes à prévenir en cas de blessure ou de mort d'un des membres de la Compagnie.

Un tiers des membres (25) indiquaient une personne à prévenir en France, les deux tiers une personne à prévenir en Espagne.

Parmi ceux indiquant une personne à prévenir en France, presque la moitié (10) étaient mariées et les deux tiers d'entre elles (16) avaient au moins une personne en charge (une compagne souvent, parfois un père).

Parmi ceux indiquant une personne à prévenir en Espagne, souvent avec le même nom de famille, la plupart étaient des célibataires (41 soit 82%), sans personne à charge (44 soit 88%). On peut donc penser que ces personnes étaient plutôt jeunes.

Le second numéro publié, daté du 3 août 1944, qui de fait fut également désigné numéro 1, fut imprimé clandestinement, sur une machine d'imprimerie. La diffusion de ce journal, bien imprimé, eu un effet moral important sur tous les militants et noyaux où il fut expédié.



Le papier fut détourné des bureaux d'étude de la Société de la Moyenne Dordogne jusqu'au numéro 6, puis acheté au marché noir pour les numéros 7 à 8. Il faudra attendre le départ des allemands et le numéro 9 pour que le journal sorte de la clandestinité et qu'apparaisse la mention de l'imprimeur : VERZY à Mauriac (Cantal).

Sous-titré originellement «*CNT Région n°3* » (laquelle correspondait à l'Auvergne), au fur et à mesure de l'expansion de sa diffusion il sera sous-titré «*Organe officiel du mouvement Libertaire*», «*Bulletin intérieur de la Confédération nationale du travail-MLE en France* », etc.



Bajo los rayos ardientes de un sol casi español, avanza por entre alambreadas de espino, con la mirada clavada en el suelo arenoso del Medoc, un grupo nu- de las gloriosas columnas de voluntarios que, durante tres años, hicieron frente a los ataques potentes del fascismo internacional, en tierras de España.

Dès la Plénière d'Auvergne réunit à Clermont en septembre 1944, la publication prend toute son importance et deux objectifs principaux lui sont assignés : défendre la CNT-AIT et entamer une lutte ouverte pour combattre les manœuvres hégémoniques que le Parti communiste espagnol (PCE) mène à travers l'Union nationale espagnole (UNE).

La ligne éditoriale soutenait les positions "collaborationnistes", de participation au gouvernement républicain en exil, soutenant le projet d'alliance syndicale avec l'UGT socialiste et préparant l'environnement pour la constitution de l'Alliance des forces démocratiques qui regroupait toutes les forces républicaines de gauche, à l'exception des communistes.

Parmi les contributeurs, on relève les noms suivants : José Albagés, Ramón Álvarez, Armesto, Jacinto Borràs Bousquet, Manuel Buenacasa, J.Jan Domènech, J.Fernández Escobés, José Germán González, Juan

Manuel Molina Mateo (Juanel), Leiva, Horacio Martínez Prieto, Manuel Morey, Josep Oliver Calle, Penido, Domingo Torres et Emilio Vivas, entre autres.

Le journal continua sa publication après la guerre, au moins 48 numéros ont été publiés jusqu'en 1948. Les compagnons espagnols participèrent aussi à la création de la section française de l'AIT, qui prit également le nom de CNT-AIT en hommage aux compagnons espagnols.



Meeting commun ML-CNT et CNT-AIT Française organisé à Clermont Ferrand le 18 mai 1947

Souvenir du Meeting Franco-Espagnol du M.E.L., C.N.T., C.N.T. Française du 18 Mai 1947 à Clermont-Ferrand